



26 juillet 2019

Présenté par le

Groupe de travail sur l'application efficace du Traité :

Original : Anglais

Traité sur le commerce des armes
Cinquième Conférence des États Parties
Genève, 26-30 août 2019

**GROUPE DE TRAVAIL DU TCA SUR L'APPLICATION EFFICACE DU TRAITÉ
PROJET DE RAPPORT DU PRÉSIDENT À LA CEP5**

INTRODUCTION

1. Ce projet de rapport à la Cinquième Conférence des États Parties (CEP5) est présenté par le président du Groupe de travail sur l'application efficace du Traité (WGETI) afin de susciter une réflexion sur le travail effectué par le WGETI depuis la CEP4 et de présenter des conclusions et des recommandations à l'attention de la CEP5.

CONTEXTE

2. La Troisième Conférence des États Parties (CEP3) a décidé d'établir un Groupe de travail *permanent* sur l'application efficace du Traité régi par les Termes de référence contenus dans l'annexe A du rapport des Coprésidents à la CEP3 (ATT/CSP3.WGETI/2017/CHAIR/158/Conf.Rep), avec notamment pour mission de servir de plateforme permanente du TCA pour :

- a. échanger des connaissances sur les questions pratiques liées à l'application du TCA au plan national, y compris les difficultés rencontrées ;
- b. traiter en détail les questions spécifiques identifiées par la CEP en tant que domaines (sujets) prioritaires pour faire progresser l'application du Traité ;
- c. identifier les domaines prioritaires pour l'application du Traité, qui, sur validation de la CEP, seront utilisés pour fonder les décisions d'assistance à l'application du Traité, par ex. dans le cadre du Fonds d'affectation volontaire du TCA.

3. Pour sa part, la CEP4 a souligné l'importance pour le WGETI de poursuivre ses travaux pendant la période intersessions de la Cinquième Conférence des États Parties, en particulier sur les articles 5, 6, 7 et 11, au sein de sous-groupes de travail spécialisés.

Désignation du président du WGETI

4. Le 8 octobre 2018, le Président du WGETI a nommé Mme l'Ambassadrice Sabrina DALLAFIOR de la Suisse aux fonctions de Présidente du WGETI pour la période intersessions entre la CEP4 et la CEP5.

Sous-groupes de travail du WGETI et désignation des modérateurs

5. Après un examen minutieux et sur la base des décisions de la CEP4, la Présidente du WGETI a décidé d'axer le travail, jusqu'à la CEP5, en premier lieu, sur les trois questions prioritaires qui seront traitées dans trois sous-groupes de travail dirigés par des modérateurs désignés, comme indiqué ci-dessous :

- a. Article 5 (Mise en œuvre générale), groupe animé par M. Leonard TETTEY du Ghana.
- b. Articles 6 (Interdictions) et 7 (Exportation et évaluation des demandes d'exportation), groupe animé par M. Daniel NORD puis par M. Ulf LINDELL de la Suède.
- c. Article 11 (Détournement), groupe animé par Mme Samantha ALLEN de la Jamaïque.

PREMIÈRE RÉUNION DU WGETI

6. Les sous-groupes de travail du WGETI ont tenu leur premier ensemble de réunions les 29 et 30 janvier 2019 à Genève, dans les locaux de l'OMM. La réunion du WGETI a rassemblé des représentants de 46 États, 3 organisations internationales, 2 organisations régionales, 23 organisations de la société civile et 5 organisations de l'industrie. Un compte-rendu de cette réunion a été distribué à toutes les parties prenantes du TCA le 21 février 2019.

Sous-groupe de travail sur l'article 5

7. Les travaux se sont concentrés sur les premières sections du projet de Guide de base pour l'établissement d'un régime de contrôle national. Le groupe a procédé à l'audition de Saferworld, qui parlé de son expérience en matière d'analyses des lacunes afin d'aider les États Parties à identifier les lacunes et les incohérences de leurs régimes de contrôle existants, ainsi que les exposés du Ghana, sur son expérience en matière d'élaboration d'une liste de contrôle nationale, et du Liberia en ce qui concerne l'établissement d'un point de contact national. Ces études de cas ont permis de bien comprendre certains des problèmes pratiques rencontrés par les États pour s'acquitter de ces engagements au titre de l'article 5.

8. Les participants ont accueilli avec satisfaction le projet de Guide de base qui vise à aider les États dans leurs efforts d'application du Traité. Tout en soulignant qu'il est nécessaire d'intégrer dans le Guide le principe qu'il n'existe pas de « recette universelle », il a été généralement estimé qu'il constitue un excellent point de départ. Les participants ont également formulé des suggestions concrètes pour améliorer le projet de Guide de base et compléter certains aspects.

Sous-groupe de travail sur les articles 6 et 7

9. La réunion a débuté par une présentation et une discussion sur les méthodes de travail pour faire appliquer les articles 6 et 7 par l'autorité de contrôle serbe des exportations du ministère du Commerce, du Tourisme et des Télécommunications. Cette dernière a présenté en détail le cadre juridique, le processus d'octroi des licences (y compris l'évaluation des risques et l'utilisation du certificat d'utilisateur final), la phase post-licence et la tenue des registres, le transport et le transit, la sensibilisation du secteur industriel et les sanctions légales appliquées pour faire respecter la réglementation.

10. La réunion s'est accompagnée d'une discussion sur la mise en œuvre de l'article 7.4. Parmi les questions évoquées au cours de la discussion figuraient la difficulté d'obtenir des données pour l'évaluation des risques et, si possible, une approche régionale, qui pourrait être utile pour appliquer les critères relatifs à la violence sexiste ; quels pourraient être les mesures d'atténuation possibles

relatives à l'article 7.4 ; le lien entre l'article 7.4 et les articles 7.1 et 6.3 ; la définition de la violence sexiste dans la mesure où elle est pertinente pour le TCA ; l'intérêt de l'accès à une expertise pertinente, incluant la formation appropriée des agents chargés de l'octroi des licences ; l'expérience des États Parties en matière de refus de licence sur la base des critères de l'article 7.4, pour lesquels aucune délégation n'a indiqué avoir subi un tel refus et les sources d'évaluation des risques liés à la violence sexiste. Il est apparu clairement dans la discussion que, pour de nombreux États Parties, la mise en œuvre concrète de l'article 7.4 était toujours en cours et que plusieurs questions mériteraient d'être éclaircies.

Sous-groupe de travail sur l'article 11

11. La réunion s'est concentrée sur le projet de plan de travail pluriannuel préparé par le modérateur. Les participants ont échangé des idées sur la manière dont le plan de travail pluriannuel pourrait être développé, en particulier dans le contexte de l'exploration de mécanismes d'échange d'informations. Les commentaires reçus indiquaient la nécessité de prolonger le plan, car certains des éléments et sujets à discuter pourraient nécessiter plus de temps que celui qui leur est actuellement alloué. Ces éléments ont été pris en compte dans un plan de travail pluriannuel révisé soumis à la deuxième réunion du sous-groupe de travail.

12. Une discussion a également été organisée pendant la réunion sur la question des documents d'importation, le premier point du plan de travail pluriannuel. L'UNIDIR a présenté ses conclusions sur les recherches effectuées sur les certificats d'utilisateur final ou d'utilisation finale, ainsi que sur les éléments communs et les problèmes identifiés. La Bulgarie a ensuite présenté un exposé complet sur ses documents d'importation. Une longue séance de questions/réponses a suivi ces présentations. Des suggestions ont été faites concernant les problèmes liés aux documents d'importation. Il a notamment été proposé que les États partagent leurs modèles pour ces types de documents. La question n'ayant pas pu être traitée complètement faute de temps, il a été décidé de la remettre à l'ordre du jour de la deuxième réunion du sous-groupe de travail.

DEUXIÈME RÉUNION DU WGETI

13. Les sous-groupes de travail du WGETI ont tenu leur deuxième ensemble de réunions les 2 et 3 avril 2019 à Genève, dans les locaux du Centre international de conférences de Genève (CICG). La réunion du WGETI a rassemblé des représentants de 60 États, 2 organisations internationales, 1 organisation régionale, 24 organisations de la société civile et 3 organisations de l'industrie. Un compte-rendu de cette réunion a été distribué à toutes les parties prenantes du TCA le 15 mai 2019.

Sous-groupe de travail sur l'article 5

14. La réunion du Sous-groupe de travail sur l'article 5 a examiné le projet de nouvelle section du *Guide de base pour l'établissement d'un régime de contrôle national* consacrée à la conservation des données. Le Royaume-Uni et l'Australie ont présenté leurs systèmes de conservation des données pour les exportations et les importations. De nombreuses interventions ont été menées sur les différentes approches adoptées et les systèmes en place au niveau national. Des États qui n'ont pas encore mis en place de système de conservation des données et cherchent à obtenir des conseils sur la façon de le faire, sont également intervenus.

15. Les discussions ont porté sur les questions liées aux systèmes électroniques de conservation des données et sur les options offertes par les technologies modernes, notamment les licences électroniques. Les discussions ont également pris en compte la relation existant entre les obligations en matière de conservation des données énoncées à l'article 12 et les obligations en matière

d'établissement de rapports énoncées à l'article 13, tout en confirmant qu'il ne s'agissait bien entendu pas du seul objectif de la conservation des données en vertu du Traité, qui a un rôle important à jouer dans le traçage et la détection et la prévention du détournement. Les participants se sont félicités de l'ajout de la section sur la conservation des données dans le *Guide de base*, notant son orientation pratique et se félicitant de son utilité en particulier pour les États qui sont en train d'essayer de mettre en place des systèmes de conservation des données.

16. En conclusion, le sous-groupe de travail sur l'article 5 a pu faire progresser l'exécution de son mandat via l'élaboration du *Guide de base*. Il est généralement admis et prévu que le Guide sera un document évolutif qui continuera être complété et amélioré à mesure que de nouveaux sujets et articles seront examinés et discutés par les sous-groupes de travail du WGETI ainsi que par d'autres groupes de travail. Le modérateur a préparé une version révisée du *Guide de base* incorporant les commentaires reçus et les discussions tenues lors de la réunion d'avril, qui sera soumise à la CEP5 pour examen et validation (voir Annexe A).

Sous-groupe de travail sur les articles 6 et 7

17. L'Afrique du Sud a donné un aperçu de la mise en œuvre des articles 6 et 7 au niveau national, ainsi que du contexte plus large de son régime de contrôle des exportations. La présentation a suscité des questions et des discussions interactives. Il a été largement reconnu que la présentation avait fourni de précieuses informations supplémentaires sur la manière dont les articles peuvent être mis en œuvre. En outre, le Centre de politique de sécurité à Genève (GCSP) a présenté les résultats d'une étude récente sur la manière dont les États Parties appliquent les articles 6 et 7 en termes de législation et de réglementation. Le CICR a présenté un document de travail sur les concepts clés du droit international humanitaire et de la violence sexiste en relation avec le TCA.

18. Faisant suite à leurs discussions sur l'article 7.4, les délégations ont souligné qu'il importait de poursuivre les efforts en vue de son application effective. Les délégations ont souligné l'utilité de former sur la violence sexiste les fonctionnaires chargés de l'octroi des licences dans le contexte de l'article 7.4, et ont noté que de nouvelles discussions seraient nécessaires pour identifier les solutions possibles. Il a été souligné que, dans ce contexte, le partage des expériences matérielles et pratiques existantes des États Parties est essentiel. Il a également été observé que les activités de formation relèveraient de la mise en œuvre nationale de chaque État Partie. Enfin, il a été noté que les discussions portant sur les interprétations de la mise en œuvre de l'article 7.4 devront être abordées dans le contexte plus large de la mise en œuvre des articles 6 et 7 plutôt que de manière isolée.

19. En conclusion, le sous-groupe de travail a convenu de l'utilité pour les États Parties de pouvoir bénéficier de conseils et partager leurs expériences en ce qui concerne la mise en œuvre de l'article 7.4. Les participants ont largement préconisé qu'il soit fait référence à des documents d'orientation existants sur l'évaluation des risques au titre de l'article 7.4, à utiliser sur la base du volontariat. En conséquence, la *Liste d'éventuels documents de référence à examiner par les États Parties pour la réalisation d'une évaluation des risques dans le cadre de l'article 7* (incluse dans le document ATT/CSP4.WGETI/2018/CHAIR/355/Conf.Rep, Annexe B) a été mise à jour en incluant des documents de référence existants relatifs à la mise en œuvre de l'article 7.4 (voir Annexe B).

20. Compte tenu du soutien apporté à l'élaboration d'un plan de travail pluriannuel concernant les travaux du Sous-groupe de travail sur les articles 6 et 7, il serait utile que cette tâche soit poursuivie au cours de la période suivant la CEP5. Compte tenu des échanges au sein du sous-groupe de travail, il pourrait également être utile que ce plan de travail pluriannuel comprenne des discussions sur l'interprétation que font les États Parties des concepts clés de l'article 7 [tels que

« faciliter », « grave » et « risque prépondérant »] et les mesures prises par les États Parties pour atténuer les risques identifiés. Le sous-groupe de travail pourrait également élaborer un document exposant les éléments de base d'un guide de formation volontaire sur la violence sexiste.

Sous-groupe de travail sur l'article 11

21. Le sous-groupe de travail a examiné le projet de plan de travail pluriannuel révisé qui a été mis à jour pour tenir compte des commentaires formulés lors des réunions du groupe de travail de janvier. Les délégations ont accueilli avec satisfaction le plan de travail révisé et ont insisté à nouveau sur la nécessité de se concentrer sur les questions relatives aux réacheminements/réexportations, à la surveillance et au suivi après livraison.

22. Le sous-groupe a poursuivi ses discussions sur les documents d'importation, qui ont été guidées par un document de travail mettant en évidence certaines des principales conclusions d'une étude de l'UNIDIR sur les certificats d'utilisateur/d'utilisation finale, ainsi que par les exposés de Dr. Paul Holtom et de M. Himayu Shiotani, les deux auteurs de l'étude. S'agissant de la terminologie, le groupe a souligné le manque de compréhension commune de la terminologie relative aux certificats d'utilisateur final ou d'utilisation finale. En outre, la plupart des participants étaient favorables à l'élaboration d'un guide volontaire servant de référentiel des termes clés utilisés par les États. Ce guide volontaire donnerait aux États la possibilité de choisir les termes les mieux adaptés à leurs systèmes nationaux et pourrait également servir à systématiser les pratiques nationales.

23. En ce qui concerne la préparation des documents, il a été réitéré qu'il « n'existe pas de recette universelle » car les États utilisent des méthodes différentes pour préparer les documents, sur la base de leurs régimes nationaux. Les États ont donc été encouragés à examiner les options à faible coût existantes pour permettre l'authentification des documents d'importation/CUF, tels que les vérifications par les ambassades, etc. En ce qui concerne le contenu des CUF, il a été généralement reconnu qu'il existe des différences dans les informations sur certains groupes au cours du cycle de transfert, notamment sur les intermédiaires. Les États ont été encouragés à utiliser les travaux antérieurement réalisés dans ce domaine, tels que ceux de l'ancien modérateur du sous-groupe, l'Australie, sur l'identification des informations essentielles par rapport aux informations facultatives sur les CUF, afin d'orienter leurs décisions sur le contenu des CUF.

24. En ce qui concerne les assurances sur l'utilisation finale/l'utilisateur final et les lacunes relatives à la conformité aux assurances, il a été clairement observé une absence de conformité dans le passage du niveau de la direction au niveau opérationnel. Des pratiques de conservation des données incohérentes pourraient également contribuer potentiellement à un malentendu et à un détournement d'armes. Il a été recommandé aux États d'étudier la possibilité d'établir des directives nationales pour évaluer la conformité avec les certificats d'utilisateur final ou d'utilisation finale au cas par cas.

25. Afin d'explorer le rôle du secteur privé dans les documents d'importation, le groupe a entendu deux (2) représentants de l'industrie qui ont présenté le point de vue du secteur. La nécessité de programmes de conformité internes efficaces a été soulignée.

26. En conclusion, le sous-groupe de travail a pu réaliser des progrès concrets dans la lutte contre le détournement, mais il reste encore beaucoup à faire. Dans ce contexte, le modérateur soumet un projet de plan de travail pluriannuel consolidé sur le détournement pour validation par la CEP5 (voir l'Annexe C). Le modérateur suggère également que la CEP5 valide l'élaboration d'un guide volontaire sur les certificats d'utilisateur final ou d'utilisation finale servant de référentiel des pratiques des États dans ce domaine, sur la base de la proposition annexée (voir Annexe D) dans la

période séparant la CEP5 de la CEP6, et il encourage les États Parties à partager des informations sur les certificats d'utilisateur final ou d'utilisation finale par l'intermédiaire du Secrétariat du TCA pour servir de base à ce guide.

Autres questions abordées

27. Le WGETI a organisé une discussion ciblée pour identifier les dimensions de genre possibles dans la mise en œuvre du TCA, en plus de celles liées aux articles 6 et 7 et couvertes par les échanges sur l'article 7.4. Il a souligné que la participation des femmes au régime de contrôle national, y compris aux autorités nationales, était un élément important à prendre en compte dans l'application de l'article 5. En outre, des experts en matière de violence sexiste devront être associés à la mise en place d'un régime de contrôle national. L'article 8 comporte de multiples aspects liés au genre, qu'il s'agisse de la fourniture d'informations pertinentes par un État importateur à la partie exportatrice ou de la réglementation des armes par un État importateur en raison de son impact sexospécifique.

28. Dans l'ensemble, les échanges ont indiqué que le genre était une question largement transversale qui influait sur divers articles traités par le WGETI. Il sera important que le WGETI continue à accorder une attention particulière aux aspects de la mise en œuvre du TCA relatifs au genre, à mesure qu'il avance dans son travail. Les échanges sur les pratiques nationales et la recherche d'une production de données appropriées constitueront deux aspects importants de cet effort.

29. Le WGETI a également discuté de sa méthode de travail et de ses efforts pour aller de l'avant. Les échanges ont en particulier souligné qu'il serait utile que le WGETI maintienne globalement l'approche de travail qu'il a développée tout en cherchant à l'améliorer lorsque cela est possible. Cela vaut notamment pour l'élaboration de programmes de travail pluriannuels pour tous les sous-groupes de travail (comme cela a été fait sur l'article 11), mais aussi pour d'éventuels travaux intersessions ou pour chercher à mieux inclure les efforts déployés au niveau régional dans ses travaux.

30. Sur le fond, les échanges ont souligné l'intérêt de poursuivre les travaux sur les articles 6 et 7 ainsi que sur l'article 11 sur la base du plan à moyen terme élaboré et d'engager des travaux sur l'article 9. Dans ce contexte, le président du WGETI a établi une liste de sujets et d'éléments proposés à prendre en compte pour l'élaboration d'un programme de travail et d'un plan de travail pluriannuel sur l'article 9 pendant la période suivant la CEP5 (voir l'Annexe E).

CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS DU WGETI

31. Sur la base des discussions lors des réunions et des progrès réalisés entretemps depuis la CEP4, la Présidente du WGETI tire les conclusions suivantes :

- a. Sur le fond, des progrès ont été accomplis en ce qui concerne la mise en œuvre de l'article 5, notamment avec l'élaboration du *Guide de base volontaire pour l'établissement d'un régime de contrôle national*. À l'avenir, les travaux sur l'article 5 pourraient être temporairement interrompus pour commencer à traiter d'autres articles du TCA. En gardant à l'esprit les priorités adoptées par la CEP3 pour le WGETI, la CEP5 pourrait recommander que le groupe entame les travaux sur l'article 9 (transit et transbordement) et élabore un plan à moyen terme à cet effet, en tenant compte du *Projet de liste de sujets et d'éléments proposés à prendre en compte par un sous-groupe de travail du WGETI sur l'article 9* (Annexe E).

- b. L'élaboration d'un plan de travail pluriannuel relatif aux travaux du sous-groupe de travail sur les articles 6 et 7 semble justifiée, ce qui pourrait notamment permettre d'analyser les aspects suivants des articles 6 et 7 : l'interprétation que font les États Parties des concepts clés de l'article 7 [tels que « faciliter », « grave » et « risque prépondérant »] et les mesures prises par les États Parties pour atténuer les risques identifiés. La CEP5 pourrait recommander que les travaux sur ces articles soient poursuivis. Il pourrait également être utile d'élaborer un document exposant les éléments de base d'un guide de formation volontaire sur la violence sexiste.
- c. Les travaux entrepris sur l'article 11 ont montré qu'il restait beaucoup à faire pour résoudre les difficultés posées par la mise en œuvre de cet article. La CEP5 pourrait recommander que les efforts dans ce domaine se poursuivent, sur la base du plan de travail à moyen terme sur l'article 11 élaboré par le modérateur. Dans le cadre des travaux à venir sur le détournement, la CEP5 pourrait en outre recommander l'élaboration d'un guide volontaire sur les certificats d'utilisateur final ou d'utilisation finale, qui servira de référentiel des pratiques des États dans ce domaine, sur la base de la proposition annexée (*Éléments de base d'un guide sur les certificats d'utilisateur final ou d'utilisation finale* - voir Annexe D). Elle pourrait également encourager les États Parties à partager les informations sur les certificats d'utilisateur final ou d'utilisation finale par le biais du Secrétariat du TCA afin de servir de base à ce guide.
32. En se fondant sur les discussions lors des réunions et les progrès réalisés depuis la CEP4, les éléments suivants sont présentés pour considération par la CEP5 :
- a. Valider les documents énumérés ci-dessous, qui ont été synthétisés sur la base des échanges qui ont eu lieu au cours des réunions du WGETI et des commentaires reçus :
- i. Le *Guide de base volontaire pour l'établissement d'un régime de contrôle national*, en tant que document évolutif devant être examiné et mis à jour régulièrement (Annexe A),
 - ii. La *Liste d'éventuels documents de référence à examiner par les États Parties pour la réalisation d'une évaluation des risques dans le cadre de l'article 7* (incluse dans le document ATT/CSP4.WGETI/2018/CHAIR/355/Conf.Rep, Annexe B), incluant les documents de référence existants relatifs à la mise en œuvre de l'article 7.4, en tant que document évolutif devant être examiné et mis à jour régulièrement, (Annexe B),
 - iii. Le *Plan de travail pluriannuel pour le sous-groupe de travail du WGETI sur l'Article 11*, destiné à guider la poursuite des travaux dans ce domaine, (Annexe C).
33. Accepter la publication de ces documents sur le site Internet du TCA.

ANNEXE A. GUIDE VOLONTAIRE DE BASE POUR L'ÉTABLISSEMENT D'UN RÉGIME DE CONTRÔLE NATIONAL



Présenté par le Groupe de travail sur l'application efficace du Traité

26 juillet 2019

Original : Anglais

GUIDE VOLONTAIRE DE BASE POUR L'ÉTABLISSEMENT D'UN RÉGIME DE CONTRÔLE NATIONAL (PROJET)

1.	Qu'est-ce qu'un régime de contrôle national ?	10
2.	Pourquoi un régime de contrôle national est-il nécessaire ?	10
3.	Quels sont les éléments constituant un régime de contrôle national ?	10
a.	Cadre juridique et réglementaire	11
i.	Lois	11
ii.	Règlements et procédures administratives	12
iii.	Liste de contrôle nationale	13
1.	Qu'est-ce qu'une liste de contrôle nationale ?	13
2.	Quelles sont les exigences du TCA ?	14
b.	Institutions	17
i.	Autorités nationales compétentes	17
1.	Quel est le rôle de l'autorité nationale compétente ?	17
2.	Quels sont les ministères et agences concernés ?	18
ii.	Points de contact nationaux	19
1.	Qui devraient être les points de contact nationaux ?	19
2.	Quel est le rôle du ou des points de contact nationaux ?	20
3.	Quelles sont les ressources à la disposition des points de contact nationaux pour guider leur travail ?	20
c.	Procédures	21
i.	Processus d'autorisation	21
ii.	Évaluation des risques	21
iii.	Mesures d'atténuation	21
iv.	Prise de décisions	21
d.	Documentation	21
i.	Types de licences/permis	21

ii. Documents relatifs à l'utilisateur final ou à l'utilisation finale	21
iii. Conservation des données	21
1. Quelles données devront être conservées ?	21
2. Quel type d'informations devraient être conservées dans les registres ?	23
3. Comment les données peuvent-elles être stockées ?	23
4. Pendant combien de temps les données devront-elles être conservées ?	24
5. Qui est responsable de la conservation des données ?	24
6. Quel est le rôle de la conservation des données dans l'établissement des rapports ?	25
e. Formation et renforcement des capacités	25
f. Application	25
i. Lois, règlements et procédures administratives	25
ii. Institutions	25
iii. Procédures	25
iv. Assistance internationale	25
Annexe A. Autorités nationales compétentes pour régler les transferts internationaux d'armes classiques dans les États Parties au TCA	26
Sources d'information/références	45

[Insérer sur la page de couverture]

Objectif du *Guide volontaire de base pour l'établissement d'un régime de contrôle national*

Le *Guide volontaire de base pour l'établissement d'un régime de contrôle national* a été élaboré par le sous-groupe de travail sur l'Article 5 (Mise en œuvre générale), un sous-groupe de travail du Groupe de travail sur l'application efficace du Traité. Le Guide est un document évolutif, volontaire et non contraignant, conçu pour aider les États Parties à identifier les éléments qu'ils souhaiteraient éventuellement prendre en compte lors de l'établissement d'un régime de contrôle national conformément à l'article 5 (2) du Traité sur le commerce des armes. Le Guide est basé sur les décisions et les recommandations de la CEP4 ainsi que sur les informations et expériences partagées par les États Parties lors des discussions et des échanges entre États Parties au cours des réunions du sous-groupe de travail sur l'Article 5 en 2018 et 2019.

1. Qu'est-ce qu'un régime de contrôle national ?

Article 5 (2)

Chaque État Partie institue et tient à jour un régime de contrôle national, notamment une liste nationale de contrôle, afin de mettre en œuvre les dispositions du présent Traité.

L'une des exigences centrales du TCA est que chaque État Partie établisse un régime de contrôle national pour l'application du Traité, incluant la réglementation des transferts internationaux d'armes classiques, des munitions connexes, ainsi que de leurs pièces et composants.

2. Pourquoi un régime de contrôle national est-il nécessaire ?

Un régime de contrôle national est essentiel pour qu'un État Partie puisse réglementer efficacement les transferts d'armes classiques, de munitions et de pièces et composants, notamment en évaluant les demandes d'autorisation de transfert de biens conformément aux articles 6, 7 et 11 du Traité.

Un régime de contrôle national veille à ce qu'un État supervise et contrôle les transferts effectués sous sa juridiction, en minimisant les risques de détournement et/ou de transferts illicites d'armes et autres biens.

L'établissement et la tenue d'une liste de contrôle nationale constituent une pierre angulaire de la conformité avec le TCA.

3. Quels sont les éléments constituant un régime de contrôle national ?

Un régime de contrôle national comprend la législation, les règlements et les procédures administratives nationales établies par un gouvernement, à la fois pour gérer les importations, les exportations, le transit, le transbordement et le courtage d'armes et d'autres biens, et pour traiter les demandes d'autorisation permettant de mener à bien ces activités et de surveiller leur commerce.

Les principales composantes d'un système de contrôle national devraient inclure une base juridique et réglementaire pour l'octroi de licences et son application, un cadre institutionnel correspondant et des procédures administratives pour la mise en œuvre.

Le TCA ne préconise pas une approche unique pour le régime de contrôle national et chaque État Partie dispose d'un pouvoir discrétionnaire en fonction de sa taille, de ses ressources et de son cadre législatif ainsi que de son cadre institutionnel/constitutionnel. Cependant, l'article 5 décrit les éléments de base d'un régime de contrôle national comme suit :

- Une liste de contrôle nationale ;
- Des autorités nationales compétentes ;
- Un ou des points de contact nationaux.

Ces éléments constituent les exigences communes minimales établies par l'article 5. En outre, les États Parties sont encouragés à prendre des mesures supplémentaires. Le préambule du traité souligne qu'« aucune disposition du présent Traité n'interdit à un État de maintenir ou de prendre des mesures effectives supplémentaires pour concourir à la réalisation de l'objet et du but du présent Traité » (paragraphe 12 du Préambule).

Les détails des éléments constitutifs d'un régime de contrôle national sont détaillés ci-dessous.

a. Cadre juridique et réglementaire

i. Lois

Dans la pratique, la plupart des États Parties qui ont mis en place des régimes de contrôle nationaux l'ont fait par le biais de l'adoption d'une législation. L'article 14 contient une disposition sur l'application du Traité qui oblige les États Parties à prendre des « mesures appropriées » pour faire appliquer les lois et réglementations nationales mettant en application le Traité, et qui suggère qu'un cadre législatif est le moyen approprié pour établir un régime de contrôle national.

[ENCADRÉ] *Les États doivent veiller à disposer d'un système adéquat de lois et/ou de règlements nationaux et de procédures administratives leur permettant d'exercer un contrôle effectif sur les armes et sur les exportations et importations d'armes afin, entre autres objectifs, de prévenir le trafic illicite d'armes (paragraphe 23 des Directives relatives aux transferts internationaux d'armes dans le contexte de la résolution 46/36 H de l'Assemblée générale du 6 décembre 1991.)*

Certains États Parties au TCA disposaient déjà d'un régime de contrôle national et d'une législation applicable avant de devenir États Parties au Traité et n'ont donc pas eu besoin d'adopter une nouvelle législation avant d'adhérer au Traité. D'autres disposaient déjà d'une législation, mais ont décidé de modifier ou d'adapter la législation existante de façon à ce que leur cadre législatif devienne pleinement conforme aux exigences du TCA. Et certains États Parties ne disposaient d'aucune législation applicable ou adéquate et ont donc décidé d'adopter une nouvelle législation intégrant leurs obligations relatives au TCA dans le droit national.

Chaque État Partie ou État qui envisage d'adhérer au Traité doit déterminer lui-même si, et dans quelle mesure, sa législation en vigueur offre une base suffisante pour appliquer le Traité et s'y conformer, ou s'il lui faut adopter une nouvelle législation. Ce processus peut s'accompagner d'une « analyse des lacunes » dans le cadre de laquelle un État examine toutes les politiques, législations, règlements et procédures administratives qui sont en place en matière de contrôle des transferts d'armes pour évaluer les forces, les faiblesses, les lacunes, les incohérences et le niveau général de conformité de son système existant avec les obligations du Traité.

Un État peut déjà disposer de différents types de législation applicable qui doivent être examinés et évalués au cours de l'analyse des lacunes. Ils peuvent porter, entre autres, sur les éléments suivants :

- Législation sur les armes à feu (par exemple, Loi sur les armes à feu ou Loi sur les armes et les munitions)
- Législation sur le contrôle des importations/exportations et sur le contrôle du commerce (par exemple, Loi sur l'exportation et l'importation de biens, Loi sur les biens stratégiques, Loi sur le commerce extérieur, Loi relative au contrôle des armes de guerre)
- Législation douanière (par exemple Loi sur les douanes, Loi sur le transport des marchandises dangereuses)
- Législation sur les forces armées (par exemple, Loi sur les forces armées ou Loi sur la défense nationale)
- Législation établissant les structures gouvernementales pertinentes, par exemple Commission nationale sur les armes légères
- Législation visant à mettre en œuvre les obligations découlant de l'adhésion à des organisations régionales et internationales
- Législation donnant effet aux Conventions de Genève, aux Protocoles additionnels, le cas échéant, et aux autres traités de droit international humanitaire (DIH) (y compris les traités sur les armes) auxquels l'État peut être partie, ainsi que toute législation donnant effet au Statut de

Rome de la Cour pénale internationale. Là où elles existent, ces lois contiennent souvent des dispositions qui ont pour effet d'interdire ou de réglementer certains transferts d'armes (par exemple, la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction et la Convention sur les armes à sous-munitions interdisent les transferts de ces armes).

— Code pénal

Une fois cette analyse des lacunes ou cette évaluation terminée, un État peut déterminer s'il a besoin d'une nouvelle législation, s'il peut modifier ou adapter la législation existante et/ou si la législation existante est compatible avec les obligations au titre du TCA.

Les obligations suivantes du Traité (et éléments du régime de contrôle national) pourraient être mises en œuvre au moyen de mesures telles que des dispositions législatives et des directives administratives :

- une ou des listes de contrôle nationales (conformément à l'article 5 (2)) ;
- la désignation des autorités nationales compétentes dans le cadre d'un régime de contrôle national (conformément à l'article 5 (5)) ;
- l'interdiction de certains transferts (conformément à l'article 6) ;
- des évaluations des exportations (conformément aux articles 7 et 11) ;
- la réglementation des importations d'armes classiques (conformément à l'article 8) ;
- la réglementation du transit et du transbordement des armes classiques (conformément à l'article 9) ;
- la réglementation du courtage des armes classiques (conformément à l'article 10) ;
- l'échange d'informations et la coopération (articles 5, 7, 8, 11 et 13) ;
- la tenue des registres (conformément à l'article 12) ;
- l'application des lois et règlements nationaux pour mettre en œuvre les dispositions du Traité (conformément à l'article 14).

ii. Règlements et procédures administratives

Dans l'idéal, le régime de contrôle national lui-même devrait avoir un fondement juridique dans la législation primaire (les lois), mais certains éléments du régime de contrôle national sont peut-être mieux adaptés à la législation secondaire (les règlements) ou aux décisions administratives, car ils peuvent avoir besoin d'être modifiés ou mis à jour régulièrement. On trouvera ci-après une liste d'exemples des éléments d'un régime de contrôle national qui pourraient être mis en œuvre par le biais de règlements, de la législation secondaire ou de procédures administratives :

- le contenu de la liste de contrôle nationale ;
- les critères appliqués par un État Partie pour décider d'accorder ou de refuser l'autorisation d'un transfert ;
- les documents (y compris les formulaires de demande) et les informations devant être soumises dans le cadre d'une demande d'autorisation ;
- des détails sur les informations à enregistrer concernant les transferts, y compris « la quantité, la valeur, le modèle ou le type, les transferts internationaux autorisés d'armes classiques visées par l'article 2 (1), les armes classiques effectivement transférées, des informations sur l'État ou les États exportateurs, l'État ou les États importateurs, l'État ou les États de transit ou de transbordement et les utilisateurs finaux, en tant que de besoin » (comme le préconise l'article 12 (3)) ;
- les amendes et les sanctions appropriées en cas d'infraction à la législation mettant en œuvre le TCA.

iii. Liste de contrôle nationale

Article 5 (2)-(4)

2. Chaque État Partie institue et tient à jour un régime de contrôle national, notamment une liste nationale de contrôle, afin de mettre en œuvre les dispositions du présent Traité.

3. Chaque État Partie est encouragé à appliquer les dispositions du présent Traité à une gamme aussi large que possible d'armes classiques. Aucune définition nationale de quelconque des catégories visées à l'article 2 (1) a) à g) ne renverra à des descriptions d'une portée plus limitée que celles utilisées pour le Registre des armes classiques de l'Organisation des Nations Unies lors de l'entrée en vigueur du présent Traité. Pour ce qui est de la catégorie visée par l'article 2 (1) h), les définitions nationales ne renverront pas à des descriptions d'une portée plus limitée que celles utilisées pour les instruments pertinents de l'Organisation des Nations Unies lors de l'entrée en vigueur du présent Traité.

4. Chaque État Partie communique, en vertu de son droit interne, sa liste nationale de contrôle au Secrétariat qui la porte à la connaissance des autres États Parties. Les États Parties sont encouragés à rendre publique leur liste de contrôle.

1. *Qu'est-ce qu'une liste de contrôle nationale ?*

L'article 5 (2) du Traité sur le commerce des armes (TCA) impose aux États Parties d'« instituer et tenir à jour » une liste de contrôle nationale dans le cadre d'un régime de contrôle national afin de mettre en œuvre les dispositions du TCA. Une liste de contrôle nationale définit les catégories de biens pour lesquels le transfert international doit être contrôlé. C'est un élément clé d'un régime de contrôle national, car une liste de contrôle nationale indique les biens qui sont soumis aux contrôles nationaux sur les transferts, c'est-à-dire les biens dont l'exportation ou l'importation est interdite sans l'autorisation d'une autorité nationale compétente.

Un État peut avoir une ou plusieurs listes de contrôle nationales. Les listes de contrôle distinctes peuvent être différenciées selon le type d'armes auxquelles elles s'appliquent ou le type de transfert concerné. Par exemple, certains États ont une liste de contrôle nationale qui définit les biens qui sont spécialement conçus pour un usage militaire (par ex. armes classiques, munitions, pièces et composants, équipements militaires connexes, technologies) et une autre liste de contrôle nationale qui définit les « biens et technologies à double usage », c'est-à-dire les articles et technologies qui ne sont pas spécialement conçus pour un usage militaire, mais qui peuvent être utilisés à la fois pour des applications militaires et à des fins civiles. D'autres États utilisent une liste de contrôle nationale unique contenant à la fois des biens conçus pour un usage militaire et des biens et technologies à double usage. Les deux options peuvent être utilisées pour remplir les obligations du TCA, comme en témoignent les approches nationales utilisées par les États Parties au TCA. Les États peuvent également avoir une liste de contrôle pour les armes importées et une liste distincte pour les armes exportées.

L'établissement et la tenue d'une liste de contrôle nationale relèvent de la responsabilité de chaque pays. Le contenu d'une liste de contrôle nationale peut être élargi pour couvrir de nouvelles technologies et de nouveaux éléments, et les définitions des catégories d'éléments déjà inclus dans une liste de contrôle nationale peuvent être modifiées au fil du temps. Comme noté à la section 3.a.ii., une liste de contrôle nationale n'est généralement pas incluse dans la législation primaire, mais plutôt dans la réglementation secondaire.

Différents ministères et organismes gouvernementaux peuvent être associés au processus d'établissement et de mise à jour des listes de contrôle nationales. Les ministères chargés de la défense et de la sécurité publique et les organismes apparentés disposent le plus souvent de l'expertise technique sur les biens à usage militaire, mais les organismes chargés de tenir à jour les régimes nationaux de contrôle des transferts ont également un rôle à jouer. Parmi les autres entités pouvant jouer un rôle dans les processus nationaux d'établissement et de mise à jour d'une liste de contrôle nationale figurent le parlement, les entreprises impliquées dans le commerce international des armes et les ONG/la société civile.

Le contenu et les définitions des biens figurant dans les listes de contrôle nationales peuvent être influencés par les efforts multilatéraux visant à dresser des listes de biens et de technologies à soumettre au contrôle des transferts. Par exemple, les 42 États participants à l'Arrangement de Wassenaar sur le contrôle des exportations d'armes classiques et de biens et technologies à double usage (Arrangement de Wassenaar) ont établi une liste de munitions qui définit le matériel militaire – y compris les armes classiques – devant être soumis à des contrôles et à la réglementation sur les transferts dans ces États participants.

Les définitions des biens figurant dans les 22 catégories de la Liste des munitions de l'Arrangement de Wassenaar sont régulièrement revues par des experts techniques des États participants à l'Arrangement de Wassenaar. Toute modification de la liste des munitions de l'Arrangement de Wassenaar est annoncée publiquement à la suite de la réunion plénière de l'Arrangement de Wassenaar, qui a lieu en décembre chaque année.

Les modifications apportées à la liste des munitions de l'Arrangement de Wassenaar figurent également dans la liste commune des équipements militaires de l'Union européenne, qui est disponible en 23 langues. La liste des munitions de l'Arrangement de Wassenaar constitue un point de référence important pour les listes de contrôle nationales des États qui ne sont pas des États participants à l'Arrangement de Wassenaar ni des États membres de l'Union européenne. Certains États Parties ont indiqué que la liste des munitions de l'Arrangement de Wassenaar et la liste commune des équipements militaires de l'Union européenne constituaient la base de leur liste de contrôle nationale.

2. Quelles sont les exigences du TCA ?

Une liste de contrôle nationale devrait définir les éléments énumérés aux articles 2 (1), 3 et 4. L'article 5 (3) du TCA oblige les États Parties à avoir des définitions nationales pour les catégories d'armes classiques visées à l'article 2 (1) a) à h) qui « ne renverront pas à des descriptions d'une portée plus limitée que celles utilisées pour le Registre des armes classiques de l'Organisation des Nations Unies lors de l'entrée en vigueur du présent Traité » (c'est-à-dire le 24 décembre 2014) (voir l'Encadré 1), ni « [...] que celles utilisées pour les instruments pertinents de l'Organisation des Nations Unies » pour les armes légères et armes de petit calibre (ALPC) (voir l'Encadré 2). L'article 5 (3) encourage « chaque État Partie (...) à appliquer les dispositions du TCA à une gamme aussi large que possible d'armes classiques ». Par conséquent, la liste de contrôle nationale d'un État Partie au TCA peut inclure des biens qui ne sont pas couverts par les dispositions des articles 2 (1), 3 et 4 du TCA.

L'article 5 (5) oblige les États Parties au TCA à prendre des mesures pour réglementer le transfert des biens visés aux articles 2 (1), 3 et 4. L'article 3 porte sur « les munitions tirées, lancées ou délivrées au moyen des armes classiques visées par l'article 2 (1) » et l'article 4 porte sur les pièces et composants « sous une forme rendant possible l'assemblage des armes classiques visées par l'article 2 (1) ».

L'article 5 (4) oblige chaque État Partie à communiquer sa liste nationale de contrôle au Secrétariat du TCA qui la porte ensuite à la connaissance des autres États Parties.

L'article 5 (4) encourage également les États Parties à mettre leurs listes de contrôle nationales à la disposition du public, ce qui permet à l'industrie et au grand public d'y accéder et de connaître les conditions à remplir qui sont jointes à celles-ci. La publication des listes de contrôle nationales permet en outre à l'industrie d'identifier les biens qui nécessitent une autorisation d'exportation.

[Encadré 1]. Description des sept catégories du Registre des armes classiques de l'Organisation des Nations Unies lors de l'entrée en vigueur du TCA

I. Chars de combat : Véhicules de combat blindés à chenilles ou à roues automoteurs dotés d'une grande mobilité tout terrain et d'un niveau élevé d'autoprotection, pesant au moins 16,5 tonnes métriques à vide, équipés d'un canon principal à tir direct à grande vitesse initiale d'un calibre d'au moins 75 millimètres.

II. Véhicules blindés de combat : Véhicules à chenilles, à semi-chenilles ou à roues automoteurs dotés d'une protection blindée et d'une capacité tout terrain, soit a) conçus et équipés pour transporter un groupe de combat d'infanterie de quatre fantassins ou plus, soit b) équipés d'un armement intégré ou organique d'un calibre d'au moins 12,5 millimètres ou d'un lanceur de missiles.

III. Systèmes d'artillerie de gros calibre : Canons, obusiers, systèmes d'artillerie associant les caractéristiques d'un canon et d'un obusier, mortiers ou systèmes de lance-roquettes multiples, capables de prendre à partie des objectifs au sol, essentiellement par des tirs indirects, d'un calibre de 75 millimètres et plus.

IV. Avions de combat¹ : Aéronefs à voilure fixe ou à flèche variable conçus, équipés ou modifiés pour prendre à partie contre des cibles au moyen de missiles guidés, de roquettes non guidées, de bombes, de mitrailleuses, de canons ou d'autres armes de destruction, y compris les versions de ces aéronefs qui effectuent des missions spécialisées de guerre électronique, de suppression de défense aérienne ou de reconnaissance. Les « avions de combat » n'incluent pas les aéronefs d'entraînement élémentaire à moins qu'ils ne soient conçus, équipés ou modifiés comme décrit plus haut.

V. Hélicoptères de combat : Aéronefs à voilure tournante conçus, équipés ou modifiés pour prendre à partie des objectifs au moyen d'armes guidées ou non guidées antichar, air-surface, anti-sous-marines ou air-air, et équipés d'un système intégré de contrôle de tir et de visée pour ces armes, y compris les versions de ces aéronefs qui effectuent des missions spécialisées de reconnaissance ou de guerre électronique.

VI. Navires de guerre : Navires ou sous-marins armés et équipés à des fins militaires d'un tonnage normal de 500 tonnes métriques ou plus, et ceux d'un tonnage normal inférieur à 500 tonnes métriques, équipés pour lancer des missiles ayant une portée d'au moins 25 kilomètres ou des torpilles de portée identique.

VII. Missiles et lanceurs de missiles : a) Roquettes guidées ou non guidées, missiles balistiques ou de croisière capables de transporter une ogive ou une arme de destruction dans un rayon d'au moins

¹ À la suite d'une recommandation du groupe d'experts gouvernementaux (GGE) de 2016, l'intitulé de la catégorie « avions de combat » a été remplacé par « avions de combat et véhicules de combat aériens non pilotés » et une nouvelle description a été fournie pour la catégorie, incluant une division en deux sous-catégories pour l'établissement de rapports sur les avions pilotés et non pilotés (A/71/259, paragraphe 81). Les États parties peuvent mettre à jour leurs listes de contrôle nationales pour tenir compte des modifications apportées aux descriptions de l'UNROCA, mais ce n'est pas une obligation.

25 kilomètres, et moyens conçus ou modifiés spécifiquement pour lancer de tels missiles ou roquettes, s'ils n'entrent pas dans les catégories I à VI. Aux fins du registre, cette sous-catégorie comprend également les engins télépilotés ayant les caractéristiques définies plus haut en ce qui concerne les missiles sans toutefois prendre en compte les missiles sol-air ; b) Systèmes de défense aérienne portatifs (MANPADS).

Fin de l'Encadré 1

[Encadré 2] Description des armes légères et de petit calibre dans les instruments pertinents de l'ONU

La brochure « Établissement de rapports relatifs aux exportations ou aux importations autorisées ou effectuées d'armes classiques dans le cadre du TCA : Questions et réponses » du Groupe de travail du TCA sur la transparence et l'établissement de rapports indique que les instruments pertinents de l'ONU pour définir les armes légères et de petit calibre « pourraient être » les suivants :

- Instrument international visant à permettre aux États de procéder à l'identification et au traçage rapides et fiables des armes légères et de petit calibre illicites (Instrument international de traçage, ITI).
- Formulaire de notification standard 2014 du Registre des armes classiques des Nations Unies pour les transferts internationaux d'armes légères et de petit calibre.

La définition de l'ITI pour les armes légères et de petit calibre est la suivante :

Toute arme meurtrière portable à dos d'homme qui propulse ou lance des plombs, une balle ou un projectile par l'action d'un explosif, ou qui est conçue pour ce faire ou peut être aisément transformée à cette fin, à l'exclusion des armes légères et de petit calibre anciennes ou de leurs répliques. Les armes légères et de petit calibre anciennes et leurs répliques sont définies conformément au droit national. Toutefois, les armes à feu anciennes ne comprennent en aucun cas les armes légères et de petit calibre fabriquées après 1899 :

- On entend, de façon générale, par « armes de petit calibre » les armes destinées à l'usage individuel. Elles comprennent, entre autres, les revolvers et les pistolets, fusils et carabines à chargement automatique, les fusils d'assaut, les mitraillettes et les mitrailleuses légères ;
- On entend, de façon générale, par « armes légères » les armes conçues pour être utilisées par une équipe de deux ou trois personnes, quoique certaines puissent être transportées et utilisées par une seule personne. Elles comprennent, entre autres, les mitrailleuses lourdes, les lance-grenades portatifs sous canon ou montés, les canons antichars et antiaériens mobiles, les fusils sans recul, les postes de tir portables pour systèmes de roquettes antichars et de roquettes et les lance-missiles portatifs antiaériens et mortiers d'un calibre inférieur à 100 millimètres.

Le formulaire de notification standard du Registre des armes classiques des Nations Unies pour les transferts internationaux d'armes légères et de petit calibre énumère six sous-catégories d'armes de petit calibre et sept sous-catégories d'armes légères, de la façon suivante :

Armes de petit calibre :

- 1) revolvers et pistolets automatiques ;
- 2) fusils et carabines ;

- 3) mitraillettes ;
- 4) fusils d'assaut ;
- 5) mitrailleuses légères ;
- 6) autres.

Armes légères :

- 1) mitrailleuses lourdes ;
- 2) lance-grenades portatifs sous canon et montés ;
- 3) canons antichars mobiles ;
- 4) fusils sans recul ;
- 5) postes de tir portables pour systèmes de roquettes antichars et de roquettes ;
- 6) mortiers de calibres inférieurs à 75 mm ;
- 7) autres.

La brochure « Établissement de rapports relatifs aux exportations ou aux importations autorisées ou effectuées d'armes classiques dans le cadre du TCA : Questions et réponses » (Reporting Authorized or Actual Exports and Imports of Conventional Arms under the ATT : Questions and Answers) indique qu'il appartient aux États Parties au TCA de déterminer si leur définition nationale des armes légères et de petit calibre ne couvre que les « armes classiques fabriquées ou modifiées selon des spécifications militaires », ou si elle inclut également les « armes fabriquées ou modifiées selon les spécifications civiles ».

Fin de l'Encadré 2

- b. Institutions
 - i. Autorités nationales compétentes

Article 5 (5)

Chaque État Partie prend toutes les mesures nécessaires pour mettre en œuvre les dispositions du présent Traité et désigne les autorités nationales compétentes afin de disposer d'un régime de contrôle national efficace et transparent ayant pour vocation de régler les transferts d'armes classiques visés par l'article 2 (1) et des biens visés par les articles 3 et 4.

1. Quel est le rôle de l'autorité nationale compétente ?

L'article 5 (5) du Traité impose à chaque État Partie de désigner des autorités nationales compétentes afin de disposer d'un régime de contrôle national efficace et transparent pour régler les transferts d'armes classiques, de munitions et de pièces et composants connexes.

Les États Parties exercent un pouvoir discrétionnaire national en ce qui concerne la forme, la taille, la structure et le fondement juridique des autorités compétentes. Il n'existe pas d'approche unique pour la création ou la désignation d'autorités nationales compétentes et chaque État Partie devra déterminer l'arrangement qui convient le mieux à ses besoins, à sa capacité et à sa situation. Certains

États Parties ont créé de nouvelles agences chargées des questions liées au TCA, tandis que d'autres ont adapté et élargi la compétence d'agences existantes pour assumer ce rôle.

Une autorité nationale compétente transparente a des rôles et responsabilités clairement définis et fournit des informations sur les procédures administratives régissant la réglementation des transferts internationaux d'armes.

Un examen de l'expérience acquise au niveau national par les États Parties au TCA indique que les rôles et responsabilités des autorités nationales compétentes peuvent porter sur :

- la collecte, la vérification et l'analyse des informations pertinentes pour la réglementation des transferts internationaux de biens visés par les articles 2 (1), 3 et 4 du TCA ;
- l'évaluation des demandes d'autorisation d'exportation, d'importation, de transit, de transbordement ou de courtage d'armes classiques ;
- la décision d'autoriser ou de refuser les demandes d'exportation, d'importation, de transit ou de transbordement ou de courtage des armes classiques ;
- le respect de la législation et des règlements nationaux, notamment les décisions du gouvernement en matière d'autorisation ou de refus de transferts internationaux ;
- la coordination et le partage des informations pertinentes avec d'autres organismes de l'État, le cas échéant.

2. *Quels sont les ministères et agences concernés ?*

Les États Parties au TCA déterminent quels ministères ou agences gouvernementales doivent être créés ou désignés pour servir d'autorités nationales compétentes chargées de réglementer les exportations, les importations, le transit/le transbordement et le courtage en armes classiques. Les États Parties au TCA utilisent toutes sortes d'approches nationales différentes pour l'organisation des autorités nationales compétentes et le type de ministères et d'agences choisis comme autorités nationales compétentes peut varier d'un État à un autre (voir l'Annexe A concernant les autorités nationales compétentes des États Parties au TCA qui ont soumis un rapport initial sur leur mise en œuvre du TCA).

La décision de créer ou de désigner un ministère ou une agence gouvernementale chargée d'autoriser tous les types de transferts internationaux couvrant toutes les armes classiques, ou de nommer différents ministères ou agences gouvernementales responsables de différents types d'activités est laissée à l'appréciation des États. Par exemple, l'Annexe A montre que certains États Parties au TCA ont désigné un département d'un ministère comme autorité nationale compétente, d'autres ont une agence nationale dédiée au contrôle des transferts et d'autres disposent d'un comité interinstitutions ou interministériel chargé d'évaluer ou de refuser une demande de transfert international d'armes.

Certains États Parties au TCA ont désigné divers ministères ou agences gouvernementales pour diriger les différentes activités : par exemple le ministère de la Défense est chargé de la réglementation des exportations et du courtage, le ministère de l'Intérieur est responsable des importations et l'Administration nationale des douanes est chargée du transit et du transbordement. Les États Parties au TCA ont souligné dans leurs rapports initiaux et leurs interventions au cours des Conférences des États Parties que, quelle que soit l'approche retenue, la coopération interagences et le partage d'informations permettant d'entreprendre des évaluations éclairées des demandes d'exportation, d'importation, de transit, de transbordement ou de courtage en armes classiques sont importants.

Les expériences nationales des États Parties au TCA montrent clairement qu'il n'y a pas de solution unique. Cependant, les types de ministères et d'agences gouvernementales qui participent fréquemment aux systèmes nationaux de réglementation des transferts internationaux d'armes et d'application des lois et des règlements nationaux à cet égard sont ceux qui traitent des domaines suivants : affaires, commerce, économie et commerce ; contrôles aux frontières et douanes ; défense ; développement ; affaires intérieures, y compris forces de l'ordre ; affaires étrangères ; services de renseignement et de sécurité ; justice, y compris le pouvoir judiciaire ; commissions sur les ALPC et transport.

Même dans les cas où a été créé un département dans un ministère ou une agence spécialisée, ces entités ont besoin d'informations et de contributions d'autres instances gouvernementales pour prendre des décisions éclairées et responsables en matière de transferts internationaux d'armes. En outre, un autre ministère ou organisme gouvernemental pourrait être chargé de la mise en œuvre du régime de contrôle national et s'appuyer sur les services d'application de la loi, les douanes et le renseignement pour la détection des infractions présumées à la législation nationale et sur le ministère de la Justice/pouvoir judiciaire pour les poursuites civiles et pénales découlant de telles enquêtes. Les États Parties doivent veiller à ce que l'autorité nationale compétente désignée dispose de l'expertise et des connaissances techniques nécessaires pour prendre des décisions en connaissance de cause.

ii. Points de contact nationaux

Article 5 (6)

Chaque État Partie désigne un ou plusieurs points de contact nationaux chargés de l'échange d'informations relatives à la mise en œuvre du présent Traité. Chaque État Partie fournit au Secrétariat, créé en application de l'article 18, toute information concernant son ou ses points de contact nationaux et tient ces informations à jour.

En vertu de l'article 5 (6), chaque État Partie est tenu de désigner un ou plusieurs points de contact nationaux et d'en informer le Secrétariat du TCA.

1. Qui devraient être les points de contact nationaux ?

Chaque État Partie est libre de déterminer si le ou les points de contact nationaux devraient être une personne physique ou une institution et dans quel ministère ou organisme gouvernemental ce ou ces points de contact devraient être basés.

Certains États Parties ont désigné une ou plusieurs personnes spécifiques comme points de contact nationaux, tandis que d'autres ont désigné une institution particulière, comme un ministère ou un organisme gouvernemental, comme point de contact national.

La personne ou l'institution désignée comme point de contact national d'un État Partie peut avoir un rôle ou une participation directe aux obligations et activités de l'État au titre du TCA (et donc les connaître). Par exemple, la personne ou l'institution peut appartenir à l'organisme de contrôle des exportations de l'État (si l'État en a un), au ministère de la Défense (qui participera à l'acquisition d'équipements liés à la défense) ou au ministère des Affaires étrangères (qui représentera l'État aux réunions du TCA et aux manifestations connexes).

D'autres instruments internationaux, parmi lesquels le Programme d'action des Nations Unies sur les armes légères (Document des Nations Unies A/CONF.192/15 du 20 juillet 2001) et l'Instrument international de traçage (A/60/88 du 27 juin 2005), imposent également aux États d'établir ou de

désigner un point de contact national pour échanger des informations et assurer la liaison sur les questions de mise en œuvre. Certains États ont désigné la même personne ou institution comme point de contact national pour plusieurs des instruments relatifs aux armes classiques. Cette pratique est encouragée car elle reconnaît et facilite les synergies entre les instruments.

2. Quel est le rôle du ou des points de contact nationaux ?

Le rôle du point de contact national d'un État Partie est de faciliter l'échange d'informations sur l'application du Traité. Le point de contact national doit jouer le rôle de principal interlocuteur pour toutes les questions liées à l'application du Traité et doit représenter une source essentielle de connaissances et d'informations sur la mise en œuvre du TCA au niveau national.

Sa mission est d'être une source d'information sur le TCA pour les personnes vivant dans l'État lui-même, ainsi qu'une source d'information pour le Secrétariat du TCA ou d'autres parties prenantes au TCA.

Le point de contact national peut entreprendre différentes activités spécifiques en lien avec le TCA, notamment :

- assurer un échange d'informations relatives à la mise en œuvre du présent Traité (Article 5 (6) ;
- servir de premier point d'échange d'informations concernant les articles 6, 7 et 11 ;
- aider à la fourniture d'informations pertinentes à l'État Partie exportateur demandeur (article 8.1) ;
- aider à la mise en place d'une coopération et d'un échange d'informations en matière de prévention, de détection et de réduction du détournement (article 11) ;
- servir d'interlocuteur sur les questions liées à l'**établissement de rapports** de l'État Partie au titre du TCA ;
- servir d'interlocuteur sur les questions liées aux **contributions financières** de l'État Partie au titre du TCA ;
- participer à la délégation de l'État Partie aux réunions du TCA.

3. Quelles sont les ressources à la disposition des points de contact nationaux pour guider leur travail ?

[Le Secrétariat du TCA élabore actuellement un guide pour les points de contact nationaux qui sera référencé ici. ###]

[La section suivante du Guide de base sera élaborée après des discussions sur ces questions au cours des réunions des sous-groupes de travail]

- c. Procédures
 - i. Processus d'autorisation
 - ii. Évaluation des risques
 - iii. Mesures d'atténuation
 - iv. Prise de décisions
- d. Documentation
 - i. Types de licences/permis
 - ii. Documents relatifs à l'utilisateur final ou à l'utilisation finale
 - iii. Conservation des données

Article 12

1. Chaque État Partie tient, conformément à sa législation et sa réglementation nationales, des registres nationaux des autorisations d'exportation ou des exportations effectives d'armes classiques visées à l'article 2 (1).

2. Chaque État Partie est encouragé à conserver des registres des armes classiques visées à l'article 2 (1) acheminées sur son territoire en tant que destination finale ou autorisées à transiter ou être transbordées sur tout territoire relevant de sa juridiction.

3. Chaque État Partie est encouragé à consigner dans ces registres la quantité, la valeur, le modèle ou le type, les transferts internationaux autorisés d'armes classiques visées par l'article 2 (1), les armes classiques effectivement transférées, des informations sur l'État ou les États exportateurs, l'État ou les États importateurs, l'État ou les États de transit ou de transbordement et les utilisateurs finaux, en tant que de besoin.

4. Les registres sont conservés pendant au moins dix ans.

1. *Quelles données devront être conservées?*

Les obligations de l'article 12 sont décrites dans l'Encadré ci-dessus. L'article 12 oblige chaque État Partie à tenir des registres des autorisations d'exportation ou des exportations effectives des armes classiques visées à l'article 2, paragraphe 1 (voir section #), et les encourage à tenir des registres des armes classiques visées à l'article 2 (1) acheminées sur son territoire en tant que destination finale ou autorisées à transiter ou être transbordées sur tout territoire relevant de sa juridiction. Le champ d'application de l'article 12 est examiné plus en détail dans les sections suivantes.

1.1. Registres des exportations

L'article 12 (1) oblige les États Parties à tenir des registres nationaux des autorisations d'exportation (licences, permis, ou autres documents écrits autorisant à exporter des armes classiques) ou des exportations effectives d'armes classiques visées à l'article 2 (1). Les États Parties peuvent choisir de conserver des registres à la fois des autorisations d'exportation et des exportations effectives d'armes classiques visées à l'article 2 (1) qui définit la base minimum pour la tenue des registres. La tenue de registres d'armes classiques autorisées à l'exportation ou exportées depuis son territoire permettra à un État Partie de remplir ses obligations en matière de déclaration d'exportations. Les

États Parties au TCA peuvent également tenir des registres pour des biens qui sortent du champ d'application de l'article 2 (1).

1.1.1. Sources d'information pour les registres sur les autorisations d'exportation et les exportations effectives

L'article 7 (5) exige que les autorisations d'exportation soient « détaillées et délivrées préalablement à l'exportation ». Ces autorisations peuvent être établies dans un format permettant leur archivage dans des registres pour le régime de contrôle des exportations. La documentation fournie à l'appui d'une demande d'autorisation d'exportation d'armes classiques peut également inclure des informations pouvant être conservées pour être utilisées par les autorités compétentes du système national lors de l'examen de demandes ultérieures d'autorisations d'exportation. Parmi ces informations pourraient, par exemple, figurer un certificat d'utilisateur final ou d'utilisation finale fourni par le pays importateur et/ou une licence d'importation. Le TCA ne précise pas quelles sont la documentation et les sources d'informations requises pour remplir les obligations en matière de conservation des données énoncées à l'article 12 (1) en ce qui concerne les exportations effectives.

Les administrations nationales des douanes pourraient envisager des options de conservation des données conformes aux catégories du TCA pour les armes classiques énumérées à l'article 2 (1).

Les entités commerciales ou gouvernementales qui ont reçu l'autorisation d'exporter des armes classiques ont aussi la possibilité d'informer l'autorité compétente sur l'utilisation des autorisations d'exportation, c'est-à-dire de transmettre des rapports sur les biens livrés.

Le cas échéant, une troisième option consiste à recevoir un certificat de vérification de livraison (DVC) ou un document similaire fourni par les autorités douanières ou l'autorité compétente dans l'État importateur, qui est fourni à l'entité commerciale ou gouvernementale concernée par le transfert, et ensuite transmis à l'autorité compétente chargée du régime de contrôle des exportations. Dans certains cas, cette option ne pourra s'appliquer que si la réception du DVC est une condition de l'autorisation d'exportation et si le destinataire respecte cette condition.

1.2. Registres des importations

L'article 12 (2) encourage chaque État Partie à tenir des registres nationaux pour les armes classiques visées à l'article 2 (1) qui sont « acheminées sur son territoire en tant que destination finale ». La tenue de registres d'armes classiques autorisées au transfert ou transférées sur son territoire permettra à un État Partie de déclarer ses importations.

1.2.1. Sources d'information pour les données sur les autorisations d'importation et les importations effectives

L'article 12 (2) ne précise pas quels documents pourraient, le cas échéant, être conservés pour les importations d'armes classiques visées à l'article 2 (1). Les copies des licences et permis délivrés, la documentation des utilisateurs finaux associée aux licences ou aux permis qui ont été autorisés et les autres documents qui autorisent l'importation d'armes classiques, ainsi que les données douanières, constituent un autre format pour les données qui doivent être conservées sur les autorisations d'importation.

Les registres des importations effectives pourraient provenir des mêmes sources que celles utilisées pour la tenue à jour des registres des exportations effectives : entités douanières, commerciales et gouvernementales autorisées à importer des armes classiques, ainsi que des documents de vérification de la livraison. En outre, les organismes de sécurité nationale (armée, marine, armée de

l'air, forces paramilitaires, police, etc.) peuvent conserver des registres des armes classiques importées à des fins de sécurité nationale.

1.3. Registres de transit et de transbordement

L'article 12 (2) encourage la tenue de registres pour les armes classiques visées à l'article 2 (1) qui sont autorisées à transiter ou être transbordées sur tout territoire relevant de la juridiction de l'État Partie.

1.3.1. Sources d'information pour les données sur le transit et le transbordement

L'article 9 ne mentionne pas les documents à soumettre à l'autorité compétente dans le cadre d'un système de réglementation du transit ou du transbordement, ni les autorisations délivrées par l'autorité compétente. Lorsqu'un État exige une notification préalable ou une autorisation préalable (par exemple, un permis de transit) pour les armes qui transitent ou font l'objet d'un transbordement sur son territoire, les informations communiquées dans le cadre de la procédure de notification ou d'autorisation pourront être conservées en tant que registres nationaux pour l'autorisation de transit et/ou de transbordement.

1.4. Registres des activités de courtage

L'article 12 n'exige ni n'encourage les États Parties à tenir des registres des courtiers en armes ou des activités de courtage d'armes. L'article 10 impose à chaque État Partie de prendre des mesures pour réglementer le courtage sous sa juridiction. Il indique explicitement qu'un État Partie pourrait exiger que les courtiers soient enregistrés ou exiger une autorisation écrite pour les activités de courtage.

1.4.1. Sources d'information pour les données sur le courtage

Pour les États Parties qui souhaitent conserver des données sur le courtage, un registre national des courtiers en armes contiendra les données sur les personnes physiques et morales enregistrées en tant que courtiers, ainsi que des informations sur les courtiers dont l'autorisation a été révoquée ou les demandes refusées. Ces informations porteront vraisemblablement sur l'entité enregistrée et pourront également indiquer les pays et les types d'armes classiques et les autres éléments de la liste de contrôle nationale qu'il est autorisé à négocier. Pour les données des autorisations de courtage, les informations conservées pourraient être similaires à celles conservées pour les autorisations d'exportation.

2. Quel type d'informations devraient être conservées dans les registres ?

L'article 12 n'indique pas quelles informations ni quels types de documents doivent être conservés, mais encourage les États Parties, selon qu'il convient, à inclure des informations sur « la quantité, la valeur, le modèle ou le type » et sur les autorisations de transferts internationaux d'armes classiques visés par l'article 2 (1) ainsi que sur « les armes classiques effectivement transférées, des informations sur le ou les États exportateurs, le ou les États importateurs, le ou les États de transit ou de transbordement et les utilisateurs finaux » pour les armes classiques visées à l'article 2 (1).

3. Comment les données peuvent-elles être stockées ?

L'article 12 du TCA n'indique pas comment les données doivent être conservées. Les données peuvent être conservées dans des systèmes d'archivage manuels ou électroniques. Quelle que soit l'option choisie, il est recommandé que les registres soient organisés et conservés de manière à ce que l'État Partie puisse avoir accès aux données pour les utiliser dans les évaluations de risque et pour les compiler pour établir des rapports, en conformité avec les obligations énoncées à

l'article 13 (3) du TCA ou dans les rapports nationaux pour assumer sa responsabilité nationale devant un parlement national et le public.

Selon les informations fournies par les États Parties au TCA dans leurs rapports initiaux, différents ministères et organismes gouvernementaux peuvent être responsables du contrôle des exportations et de la réglementation d'autres types de transferts. Par conséquent, un État Partie n'aura pas nécessairement tous les registres relatifs aux exportations, aux importations ou à d'autres activités de transfert situés dans une base de données ou un archivage centralisé relevant d'un seul ministère ou organisme. S'il existe plusieurs ministères et/ou organismes gouvernementaux responsables de la conservation et de la collecte des données, il est important que tous ces ministères et/ou agences se mettent d'accord sur les définitions concernant les différents éléments et activités couverts. Parmi les bonnes pratiques en matière de conservation des données figure l'utilisation d'une base de données unique pour tous les registres concernés et/ou d'un modèle unique pour tous les registres concernés. Il convient également d'envisager la mise en place de directives nationales claires pour la répartition des compétences en matière de conservation des données.

Une formation pour renforcer les capacités et la fourniture d'équipements facilitant la conservation des données et le partage d'informations entre les ministères et organismes compétents devrait être envisagée afin de remédier aux carences dans les États qui manquent actuellement de capacités et d'infrastructures.

4. Pendant combien de temps les données devront-elles être conservées ?

Les États Parties sont tenus de conserver pendant dix ans, sous une forme ou sous une autre, des registres nationaux sur les exportations d'armes classiques. La tenue de registres électroniques facilite la conservation des données sur de longues périodes et de nombreux États qui choisissent ce mode d'archivage conservent leurs données indéfiniment [bien que cela ne soit pas une exigence du Traité]. À l'article 12 (2), chaque État Partie est encouragé, mais non obligé, à conserver les registres des armes classiques visées à l'article 2 (1) qui sont acheminées sur son territoire en tant que destination finale ou autorisées à transiter ou être transbordées sur tout territoire relevant de sa juridiction. Si ces registres sont tenus, ils doivent être conservés au moins 10 ans.

5. Qui est responsable de la conservation des données ?

En pratique, l'organisme gouvernemental et/ou le ministère compétent pour l'évaluation et la délivrance des autorisations pour les activités d'exportation et (le cas échéant) d'importation, de transit/transbordement et de courtage est généralement responsable de la tenue des registres relatifs aux autorisations et, dans certains cas, aux transferts effectifs. Comme indiqué à la section 3.b.i ci-dessus, dans de nombreux États Parties, les responsabilités incombent à plusieurs organismes ou ministères. Par exemple, le ministère de la Défense pourrait être responsable des autorisations pour les exportations et les importations d'équipements militaires, et le ministère de l'Intérieur pour les autorisations d'exportation et d'importation d'armes à feu civiles. Les services douaniers tiennent également des registres sur les biens qui traversent les frontières nationales, y compris les exportations et les importations d'armes classiques. La législation nationale peut exiger le stockage de données dans des archives centrales.

La législation nationale peut également exiger que les entités ayant reçu l'autorisation d'exporter ou d'importer des armes classiques puissent être légalement obligées de rendre compte de leurs activités. Par exemple, une entreprise pourrait être tenue de fournir des informations à l'organisme qui a délivré l'autorisation dès qu'elle a exporté ou importé les biens autorisés. Ces informations seraient ensuite enregistrées dans les registres de l'agence ou du ministère. Ce système exige que l'entité maintienne ses propres registres sur les autorisations et les importations et exportations effectives.

6. *Quel est le rôle de la conservation des données dans l'établissement des rapports ?*

La tenue de registres conformément à l'article 12 aidera les États Parties à respecter leurs obligations énoncées à l'article 13 (3).

Il est également important de garder à l'esprit que le livret « Établissement de rapports relatifs aux exportations ou aux importations autorisées ou effectives d'armes classiques dans le cadre du TCA : questions et réponses » indique que : « Le Traité fournit une liste d'informations que les États Parties sont encouragés à inclure dans leurs registres nationaux des exportations autorisées ou effectives (et éventuellement, des importations et des transits et transbordements autorisés). Il convient toutefois de préciser que cette liste NE s'applique PAS à l'obligation de déclaration annuelle. » Par conséquent, le rapport annuel au titre du TCA sur les exportations et les importations n'utilisera qu'une partie des informations contenues dans les registres nationaux et nécessitera également un certain degré d'agrégation. Le « Document de travail sur les mesures prises au niveau national pour faciliter le respect des obligations internationales en matière d'établissement de rapports », présenté par la Suède lors de la CEP2, recommande la création d'un « document de procédures nationales » pour l'établissement de rapports. Cela peut aider à indiquer quelles informations doivent être extraites des registres à des fins d'établissement de rapports, et quels processus nationaux doivent être utilisés pour compiler le rapport annuel au titre du TCA à l'aide des informations contenues dans les registres nationaux. Il recommande également la « création et la maintenance d'un archivage, électronique ou autre, pour toutes les données servant à l'établissement de rapports »².

Comme indiqué ci-dessus, il est probable que différents ministères et organismes gèrent des registres pertinents pour l'établissement de rapports. Par conséquent, une répartition des compétences et une coopération interministérielle et/ou interinstitutions sont nécessaires pour rassembler toutes les données pertinentes des registres nationaux afin de compiler des rapports annuels sur les exportations et importations d'armes autorisées ou effectives. En ce qui concerne la coopération interinstitutions visant à satisfaire aux exigences en matière de rapports au titre du TCA, le point de collecte central des données pertinentes devrait également être responsable de la préparation du rapport annuel.

[La section suivante du Guide de base sera élaborée à la suite de discussions sur ces questions au cours des réunions des sous-groupes de travail.]

- e. Formation et renforcement des capacités
- f. Application
- i. Lois, règlements et procédures administratives
- ii. Institutions
- iii. Procédures
- iv. Assistance internationale

² Secrétariat du TCA. 2016. *Working paper on national-level measures to facilitate compliance with international reporting obligations* (Document de travail sur les mesures prises au niveau national pour faciliter le respect des obligations internationales en matière d'établissement de rapports). Soumis par la Suède. ATT/CSP2/206/OP.3, 13 août 2016

Annexe A. Autorités nationales compétentes pour réglementer les transferts internationaux d'armes classiques dans les États Parties au TCA³

	État	Ministère/organisme de contrôle des exportations	Ministère/organisme de contrôle des importations	Ministère/organisme de contrôle du transit	Ministère/organisme de contrôle du courtage
1.	Afrique du Sud	The National Conventional Arms Control Committee (NCACC) supported by the Secretariat located within Defence Department.	The National Conventional Arms Control Committee (NCACC) supported by the Secretariat located within Defence Department.	The National Conventional Arms Control Committee (NCACC) supported by the Secretariat located within Defence Department.	The National Conventional Arms Control Committee (NCACC) supported by the Secretariat located within Defence Department.
2.	Albanie	The Leading Agency is the State Export Control Authority, Ministry of Defense, Ministry of Foreign Affairs, Security Agencies (Civil and Military) General Directorate Customs	The Leading Agency is the State Export Control Authority, Ministry of Defense, Ministry of Foreign Affairs, Security Agencies (Civil and Military) General Directorate Customs	The Leading Agency is the State Export Control Authority, Ministry of Defense, Ministry of Foreign Affairs, Security Agencies (Civil and Military) General Directorate Customs	The Leading Agency is the State Export Control Authority, Ministry of Defense, Ministry of Foreign Affairs, Security Agencies (Civil and Military) General Directorate Customs
3.	Allemagne	Federal Ministry for Economic Affairs and Energy Federal Office for Economic Affairs and Export Control	Federal Ministry for Economic Affairs and Energy and Federal Ministry of Defence Federal Ministry of the Interior Federal Ministry of Finance (Customs / Border Goods Controls)	Federal Ministry for Economic Affairs and Energy Federal Ministry of Finance (Customs / Border Goods Control)	Federal Ministry for Economic Affairs and Energy, Federal Office for Economic Affairs and Export Control)
4.	Ancienne république yougoslave de Macédoine	Ministry of Economy Ministry of Foreign Affairs Ministry of Interior	Ministry of Economy Ministry of Foreign Affairs Ministry of Interior	Ministry of Economy Ministry of Foreign Affairs Ministry of Interior	Ministry of Economy Ministry of Foreign Affairs Ministry of Interior

³ Les informations qui figurent dans le tableau ci-dessous proviennent des rapports initiaux qui ne sont que *publiquement* disponibles.

		Ministry of Defense Customs Administration	Ministry of Defense Customs Administration	Ministry of Defense Customs Administration	Ministry of Defense Customs Administration
5.	Argentine	CONCESYMB (Comisión Nacional de Control de Exportaciones Sensibles y Material Bélico) y RENAR (Registro Nacional de Armas)	Registro Nacional de Armas (RENAR) dependiente del Ministerio de Justicia y Derechos Humanos; Ministerio de Seguridad (for SALW)	Para armas pequeñas y ligeras (artículo 2.1 H): Registro Nacional de Armas (RENAR) dependiente del Ministerio de Justicia y Derechos Humanos	El Estado a través del RENAR controla todas las operaciones de comercio. Al no encontrarse permitida la intermediación, la misma es vista como una falta
6.	Australie	Defence Export Control Office (DECO), which sits within the Department of Defence	Attorney-General's Department, Australian Department of Immigration and Border Protection	Attorney-General's Department, Australian Department of Immigration and Border Protection, Department of Defence	Department of Defence
7.	Autriche	Ministry of the Economy for defence goods Ministry of the Interior for war material	Ministry of the Economy for defence goods Ministry of the Interior for war material	Ministry of the Economy for defence goods Ministry of the Interior for war material	Ministry of the Economy for defence goods Ministry of the Interior for war material
8.	Belgique	The Ministry of Economic Affairs (for Federal licences)	The Ministry of Economic Affairs (for Federal licences)	The Ministry of Economic Affairs (for Federal licences)	The Ministry of Justice
9.	Bosnie-Herzégovine	The Ministry of Foreign Trade and Economic Relations of BIH The Ministry of Foreign Affairs of Bosnia and Herzegovina	The Ministry of Foreign Trade and Economic Relations of BIH The Ministry of Foreign Affairs of Bosnia and Herzegovina	The Ministry of Security of Bosnia and Herzegovina	The Ministry of Foreign Trade and Economic Relations of Bosnia and Herzegovina

		<p>The Ministry of Security of Bosnia and Herzegovina</p> <p>The Ministry of Defence of Bosnia and Herzegovina</p> <p>The Ministry of Civil Affairs of Bosnia and Herzegovina</p> <p>The State Regulatory Agency for Radiation and Nuclear Security of Bosnia and Herzegovina</p>	<p>The Ministry of Security of Bosnia and Herzegovina</p> <p>The Ministry of Defence of Bosnia and Herzegovina</p> <p>The Ministry of Civil Affairs of Bosnia and Herzegovina</p> <p>The State Regulatory Agency for Radiation and Nuclear Security of Bosnia and Herzegovina</p>		
10.	Bulgarie	<p>The national control of exports is organised at 2 levels with the following authorities:</p> <p>1 Interdepartmental Council on Defence Industry and Security (hereafter Interdepartmental Council) -</p> <p>2. Interministerial Commission for Export Control and Non-Proliferation of Weapons of Mass Destruction (WMD)</p>	<p>Interdepartmental Council</p> <p>Interministerial Commission</p> <p>Ministry of Economy – in case of import from EU member state</p>	<p>Interministerial Commission with the Minister of Economy</p> <p>Ministry of Interior (for the territory of the Republic of Bulgaria)</p>	<p>Interdepartmental Council with the Council of Ministers</p> <p>Interministerial Commission with the Minister of Economy</p>
11.	Costa Rica	<p>La Direccion General de Armamento del Ministerio de Seguridad Publica</p>	<p>El Ministerio de Seguridad Publica mediante La Direccion General de Armamento, como instancia principal en lo referente a las mercenarias especificamente en el</p>	<p>El Ministerio de Seguridad Publica mediante La Direccion General de Armamento, como instancia principal en lo referente a las mercenarias especificamente en el</p>	<p>El Ministerio de Seguridad Publica mediante La Direccion General de Armamento, como instancia principal en lo referente a las mercenarias especificamente en el</p>

			terma de armas, municiones, mercenarias relacionadas; y por su parte el Ministerio de Hacienda mediante la Direccion General de Aduanas, en lo referente a los termas generals aduaneros en los movimientos fronterizos	terma de armas, municiones, mercenarias relacionadas; y por su parte el Ministerio de Hacienda mediante la Direccion General de Aduanas, en lo referente a los termas generals aduaneros en los movimientos fronterizos	terma de armas, municiones, mercenarias relacionadas; y por su parte el Ministerio de Hacienda mediante la Direccion General de Aduanas, en lo referente a los termas generals aduaneros en los movimientos fronterizos
12.	Côte d'Ivoire	Not Specified	Ministère en charge de l'Intérieur et de la Sécurité le Ministère en charge de la Défense le Conseil National de Sécurité(CNS).	Ministère en charge de l'Intérieur et de la Sécurité et le Ministère en charge de la Défense	Ministère en charge de l'Intérieur et de la Sécurité
13.	Croatie	Ministry of Economy	Ministry of Economy	Ministry of Economy	Ministry of Economy
14.	Danemark	The Danish Ministry of Justice and the Danish National Police.	The Danish Ministry of Justice and the Danish National Police.	The Danish Ministry of Justice and the Danish National Police.	The Danish Ministry of Justice.
15.	El Salvador	Ministerio de la Defensa Nacional a traves de la Direccion de Logistica, unicaments de las armas pequenas y ligeras	Ministerio de la Defensa, unicaments de las armas pequenas y ligeras	Not specified	Not specified
16.	Espagne	El titular de la Secretaría de Estado de Comercio previo informe preceptivo y vinculante de la Junta Interministerial Reguladora del Comercio Exterior de Material de	El titular de la Secretaría de Estado de Comercio previo informe preceptivo y vinculante de la Junta Interministerial Reguladora del Comercio Exterior de Material de	Ministerio de Asuntos Exteriores y Cooperación	Igual que la autoridad competente para regular las exportaciones: el titularde la Secretaría de Estado de Comercio previo informe preceptivo y vinculante de la Junta

		Defensa y de Doble uso (JIMDDU)	Defensa y de Doble uso (JIMDDU) Para armas de fuego de uso civil, además es necesario el informe favorable de la Comisión Interministerial Permanente de Armas y Explosivos (CIPAE)		Interministerial Reguladora del Comercio Exterior de Material de Defensa y de Doble uso (JIMDDU)
17.	Estonie	Strategic Goods Commission working under auspices of the Ministry of Foreign Affairs	Strategic Goods Commission working under auspices of the Ministry of Foreign Affairs with the exception of civilian arms. Police and Border Guard Board issues import licenses for civilian arms.	Strategic Goods Commission working under auspices of the Ministry of Foreign Affairs	Strategic Goods Commission working under auspices of the Ministry of Foreign Affairs
18.	Finlande	<p>Ministry of Defence is the licencing authority for defence material as defined by the Act on Export of Defence Material</p> <p>The government Plenary Session shall make decision in certain exports that are of considerable value or the foreign and security policy significance so require.</p> <p>National Police Board is the licencing authority for arms for civil use as defined in the Firearm Act.</p> <p>If necessary, the Ministry for Defence and National Police Board establish with the Ministry for Foreign Affairs that there is no foreign and security policy obstacle to granting a licence.</p>	National Police Board (licencing) and The Finnish Customs (enforcement)	<p>Ministry for Defence</p> <p>National Police Board</p> <p>The Finnish Customs</p>	Ministry for Defence

		<p>This assessment is based on EU criteria defined in the Council Common Position 2008/944/CFSP of 8 December 2008 and meets the requirements of the ATT.</p> <p>To deal with matters concerning the exports of defence material, the Ministry of Defence has set up a Working Group for Exports of Defence Material. This includes all relevant authorities. The WG is tasked to submit a statement to the Ministry for Defence on licence applications.</p>			
19.	France	<p>Exportation (hors UE) de matériels de guerre et matériels assimilés</p> <p>Transfert intracommunautaire de produits liés à la défense</p> <p><i>Autorité délivrant les autorisations:</i> Premier Ministre après avis de la Commission interministérielle pour l'étude des exportations de matériels de guerre. Rem.: Notification par le ministre chargé des douanes</p> <p><i>Ministères / Services consultés</i></p>	<p><i>Autorité délivrant les autorisations:</i> Ministre chargé des douanes</p> <p><i>Ministères / Services consultés pour avis :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - Ministère de la Défense - Ministère de l'Intérieur - Ministère des Affaires étrangères et du Développement international 	<p><i>Autorité délivrant les autorisations:</i> Ministre chargé des douanes</p> <p><i>Ministères / Services consultés pour avis :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - Secrétariat Général de la Défense et de la Sécurité Nationale - Ministère de l'Economie, de l'industrie et du numérique - Ministère des Affaires étrangères et du Développement international - Ministère de la Défense - Ministère de l'Intérieur 	<p>Avant d'exercer leurs activités, les intermédiaires doivent faire une déclaration auprès du préfet et obtenir une autorisation du ministre de la défense.</p>

		<p><i>pour avis :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> -Secrétariat Général de la Défense et de la Sécurité Nationale -Ministère des Affaires étrangères et du Développement international -Ministère de la Défense -Ministère des Finances et des comptes publics -Ministère de l'Economie, de l'industrie et du numérique <p>Exportation (hors UE) d'armes à feu dites «civiles», munitions et leurs éléments</p> <p><i>Autorité délivrant les autorisations:</i></p> <p>Ministre chargé des douanes</p> <p><i>Ministères / Services consultés pour avis :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - Ministère de la Défense - Ministère de l'Intérieur <p>Ministère des Affaires étrangères et du Développement international</p>			
20.	Géorgie	Ministry of Defense – Licensing authority; Interagency coordination for decision-making:	Ministry of Defence	Ministry of Defence as a licensing body and Ministry of Finance (Customs) as an enforcement.	Ministry of Defence.

		Ministry of Foreign Affairs, Ministry of Finance (Customs Department), State Security Service, Ministry of Justice, Ministry of Environment and Natural Resources Protection, Ministry of Economy and Sustainable Development			
21.	Hongrie	Hungarian Trade Licensing Office	Hungarian Trade Licensing Office	<p>The competent national authority for Transit / trans-shipment through land territory (including internal waters) and Transit / trans-shipment through territorial waters and is the Hungarian Trade Licensing Office.</p> <p>The competent national authority for Transit / trans-shipment through national air space is the Aviation Authority of the National Transport Authority.</p>	

22.	Irlande	Department of Jobs, Enterprise and Innovation/ Department of Justice; Revenue, Irish Tax & Customs	An Gardai Siochana; Department of Jobs, Enterprise and Innovation; Revenue, Irish Tax & Customs	Revenue, Irish Tax & Customs	The Department of Jobs, Enterprise and Innovation is responsible for the regulation of brokering of controlled goods from—(a) one third country to another third country,(b) from the State to a third country, or(c) From another Member State to a third country.
23.	Islande	The Ministry for Foreign Affairs of Iceland, Directorate for Legal and Executive Affairs The Ministry of the Interior	The Ministry of the Interior	The Ministry of the Interior and the Ministry for Foreign Affairs	The Ministry for Foreign Affairs The Ministry of the Interior
24.	Italie	The National Authority for the Armament Licensing and Controls (acting under the auspices of the Ministry of Foreign Affairs and International Cooperation) is competent for the export of defence products and armaments. The National Authority gathers input coming from all the agencies and ministries involved in the authorization process (Ministry of Defense, Ministry of Interior, Ministry of Economic Development, Ministry of	The National Authority for the Armament Licensing and Controls deals with the import of spare parts and components needed by the Italian defense enterprises and industrial groups in order to complete their production processes. The National Authority for the Armament Licensing and Controls covers also the temporary re-import for reparation of Italian-made items. It does not cover the procurement of the Italian armed forces which is directly handled by	The competent Authorities for transit and trans-shipment in the Italian control system are the prefects (i.e. the State's representatives in a province). Prefects belong to the Ministry of Interior. National Police Boards and Italian Customs Agency could be involved in the process too (as well as the Judicial Authority in case of illicit transits)	The National Authority for the Armament Licensing and Controls is competent for the regulation of legal brokering activities. The competence for countering illicit brokering and conducting the related investigations belongs to the judicial authority in coordination with enforcement and public order entities.

		Environment, Custom Agency and Intelligence Services).The National Authority dealing with arms for hunting and sporting purposes (i.e. “arms for civil use”) is the Ministry of Interior.	the Ministry of Defense. It does not cover the import of arms for hunting and sporting purposes which is tackled by the Ministry of Interior.		
25.	Jamaïque	Ministry of National Security (MNS) Firearm Licensing Authority (FLA) Trade Board Limited(TBL) Jamaica Customs Agency(JCA	Ministry of National Security (MNS) Firearm Licensing Authority (FLA) Trade Board Limited (TBL) Jamaica Customs Agency (JCA)	The current legislation does not explicitly address the transit of these items. However, Section 38 of the Firearms Act 1967 empowers the National Security Minister to grant, amend or revoke any Trans-shipment Permit for SALWs. The Commissioner of Customs is also responsible to regulate the movements of such items at our ports as well as through our borders	The Firearms Act does not explicitly provide for Brokers or brokering activities. However, some of the activities performed by Firearm Dealers constitute brokering-type activities, and are governed by the existing regulatory framework. The Firearms Act provides for the Firearm Licensing Authority (FLA)to regulate the activities of Firearm Dealers as well as ensure the general enforcement of the Act.
26.	Japon	Ministry of Economy, Trade and Industry(METI)	Ministry of Economy, Trade and Industry(METI)	Ministry of Economy, Trade and Industry(METI) Japan Customs	Ministry of Economy, Trade and Industry(METI)
27.	Lettonie	Ministry of Foreign Affairs, Ministry of Defense, Latvian State Police, Security Police, Latvian Customs	Ministry of Foreign Affairs, Ministry of Defense, Latvian State Police, Security Police, Latvian Customs	Ministry of Foreign Affairs, Ministry of Defense, Latvian State Police, Security Police, Latvian Customs	Ministry of Foreign Affairs, Ministry of Defense, Latvian State Police, Security Police, Latvian Customs

28.	Liberia	Liberia is developing a national control system for export and the competent national authority (ies) will be identified.	The Ministry of Justice, Ministry of Defense and the Liberia National Commission on Small Arms	The competent national authority (ies) will be identified in collaboration with the Liberia National Commission on Small Arms(LINCSA).	The Liberia National Police and the Liberia National Commission on Small Arms but only for regulating national brokering activities. National authority (ies) for the regulation of international trade will be identified
29.	Liechtenstein	The State Secretariat for Economic Affairs (SECO) is the licensing authority. Decisions are taken in agreement with the relevant offices of the Federal Department of Foreign Affairs (FDFA).	The State Secretariat for Economic Affairs (SECO) controls the import of War Material within the scope of the War Material Act; The Federal Office of Police (fedpol) controls the import of explosives, pyrotechnic devices, propellant powder and firearms as well as their accessories, ammunitions, parts and components within the scope of the Weapons Act.	The State Secretariat for Economic Affairs (SECO) is the licensing authority. Decisions are taken in agreement with the relevant offices of the Federal Department of Foreign Affairs (FDFA). The Federal Office of Civil Aviation (FOCA) and the Federal Department of Defense Civil Protection and Sport are the licensing authorities for transit through Swiss airspace with governmental vessels. Decisions are taken in consultation with the relevant offices of the Federal Department of Foreign Affairs (FDFA).	The Lichtenstein Government is the licensing authority
30.	Lituanie	Ministry of Economy and Police Department under the Ministry of Interior are licensing authorities depending on the goods in question and the end-user. Other competent institutions participate in licensing procedures within their	Ministry of Economy, Ministry of National Defense, Police Department, depending on the goods in question and the end-user, other competent institutions participate in licensing procedures within their respective	Ministry of Economy, Ministry of National Defense, Police Department, depending on the goods in question and the end-user, other competent institutions participate in licensing procedures within their respective	Ministry of Economy and Police Department, depending on the goods in question, are the leading authorities; other competent institutions participate in licensing procedures within their respective competence, e.g. the Ministry of

		respective competence, e.g. the Ministry of Foreign Affairs, Ministry of Defense, State Security Department, Customs Department under the Ministry of Finance, Police Department (in case licensing authority is the Ministry of Economy) and other.	competence, e.g. the Ministry of Foreign Affairs, State Security Department, Customs Department under the Ministry of Finance.	competence, e.g. the Ministry of Foreign Affairs, State Security Department, Customs Department under the Ministry of Finance	Foreign Affairs, State Security Department, Ministry of National Defense, etc.
31.	Luxembourg	Office des Licences	Office des Licences	Office des Licences	Office des Licences
32.	Mexique	La Secretaria de la Defensa Nacional	La Secretaria de la Defensa Nacional	La Secretaria de la Defensa Nacional La Secretaria de Hacienda y Crédito Publico	La Secretaria de la Defensa Nacional
33.	Monaco	Ministère d'Etat	Ministère d'Etat	Not specified	Ministère d'Etat
34.	Monténégro	Ministry of Economy, Ministry of Foreign Affairs and European Integration, Ministry of Defense Ministry of Interior	Ministry of Economy, Ministry of Foreign Affairs and European Integration, Ministry of Defense Ministry of Interior	Ministry of Interior	Ministry of Economy
35.	Norvège	Ministry of Foreign Affairs/ Section for Export Control	Ministry of Justice	The Ministry of Justice and the Ministry of Foreign Affairs	National Police Directorate
36.	Nouvelle-Zélande	New Zealand Ministry of Foreign Affairs and Trade	New Zealand Police	New Zealand Ministry of Foreign Affairs and Trade and the New Zealand Police	New Zealand Ministry of Foreign Affairs and Trade

37.	Panama	La Dirección Institucional en Asuntos de Seguridad Pública (DIASP) del Ministerio de Seguridad Pública, es la Institución facultada para controlar y supervisar todo lo relacionado a armas de fuego, municiones y materiales relacionados.	La Dirección Institucional en Asuntos de Seguridad Pública (DIASP) del Ministerio de Seguridad Pública, es la Institución facultada para controlar y supervisar todo lo relacionado a armas de fuego, municiones y materiales relacionados.	La Dirección Institucional en Asuntos de Seguridad Pública (DIASP) del Ministerio de Seguridad Pública, es la Institución facultada para controlar y supervisar todo lo relacionado a armas de fuego, municiones y materiales relacionados.	La Dirección Institucional en Asuntos de Seguridad Pública (DIASP)
38.	Paraguay	Registro Nacional de Armas (RENAR) Direccion de Material Bélico (DIMBEL), Fuerzas Armadas del Paraguay	Direccion de Material Bélico (DIMBEL), Fuerzas Armadas del Paraguay Direccion Nacional de Aduanas	Direccion de Material Bélico Direccion Nacional de Aduanas	Direccion de Material Bélico Direccion Nacional de Aduanas
39.	Pays-Bas	Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands is overall responsible. The Ministry works with the Central Agency of Imports and Exports (CDIU), which falls under the Ministry of Finance of the Netherlands	Ministry of Security and Justice of the Netherlands	Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands is overall responsible. The Ministry works with the Central Agency of Imports and Exports (CDIU), which falls under the Ministry of Finance of the Netherlands	Ministry of Foreign Affairs of the Kingdom of the Netherlands is overall responsible. The Ministry works with the Central Agency of Imports and Exports (CDIU), which falls under the Ministry of Finance of the Netherlands
40.	Pérou	El Ministerio de Defensa, a través de sus instituciones armadas (Ejército del Perú, Marina de Guerra del Perú y Fuerza Aérea del Perú (Armamento militar o de « guerra ») La Superintendencia Nacional de Control de Servicios de Seguridad, Armas Municiones y Explosivos de Uso Civil (SUCAMEC) (Armas de	Armamento militar o de « guerra » : El Ministerio de Defensa, a través de sus instituciones armadas (Ejército del Perú, Marina de Guerra del Perú y Fuerza Aérea del Perú El Ministerio del Interior se encarga del control del armamento	En materia del control de armas de uso civil : La Superintendencia Nacional de Control de Servicios de Seguridad, Armas Municiones y Explosivos de Uso Civil (SUCAMEC) En materia de transferencias : Superintendencia Nacional de Aduanas y de Administración	Armas de fuego para uso civil : La Superintendencia Nacional de Control de Servicios de Seguridad, Armas Municiones y Explosivos de Uso Civil (SUCAMEC)

		fuego de uso civil) Superintendencia Nacional de Aduanas y de Administracion Tributaria (SUNAT, a través de la Intendencia NAcional de Desarrollo Estragógico Aduanero (en materia de transferencias)	que importa para el uso en cumplimiento de sus funciones de la Policía Nacional del Peru Armas de fuego para uso civil : La Superintendencia Nacional de Control de Servicios de Seguridad, Armas Municiones y Explosivos de Uso Civil (SUCAMEC) En materia de transferencias : Superintendencia Nacional de Aduanas y de Administracion Tributaria (SUNAT, a través de la Intendencia NAcional de Desarrollo Estragógico Aduanero	Tributaria (SUNAT, a través de la Intendencia NAcional de Desarrollo Estragógico Aduanero	
41.	Pologne	Ministry of Development (before November 2015 – Ministry of Economy) – as the licensing body, and advisory authorities – minister responsible for foreign affairs, Minister of Interior, minister responsible for public finance, Head of Military Counterintelligence Service, Head of Military Intelligence Service, Head of Internal Security Agency Head of Intelligence Agency.	Ministry of Development – for legal persons and Ministry of Interior – for natural persons.	Ministry of Development as a licensing body and Ministry of Finance (Customs) as an enforcement	Ministry of Development

42.	Portugal	<p>Ministry of Defence for military goods and technologies</p> <p>Ministry of Interior for firearms for sporting and hunting purposes</p> <p>Ministry of Finance for customs procedures</p>	<p>Ministry of Defence for military goods and technologies</p> <p>Ministry of Interior for firearms for sporting and hunting purposes</p> <p>Ministry of Finance for customs procedures regarding dual-use items</p>	<p>Ministry of Defence for military goods and technologies</p> <p>Ministry of Interior for firearms for sporting and hunting purposes</p> <p>Ministry of Finance for customs procedures</p>	<p>Ministry of Defence for military goods and technologies</p> <p>Ministry of Interior for firearms for sporting and hunting purposes</p> <p>Ministry of Finance for customs procedures regarding dual-use items</p>
43.	République de Corée	<p>Ministry of Foreign Affairs</p> <p>Defense Acquisition Program Administration (DAPA)</p> <p>Ministry of Trade, Industry and Energy (MOTIE)</p>	<p>Defense Acquisition Program Administration (DAPA)</p> <p>Police Agency</p>	<p>Ministry of Trade, Industry and Energy (MOTIE) (Licensing Authority) ·</p> <p>Defense Acquisition Program Administration (DAPA) (Licensing authority)</p>	<p>Ministry of Trade, Industry and Energy (MOTIE)</p> <p>Defense Acquisition Program Administration (DAPA)</p>
44.	République de Moldavie	<p>Ministry of Economy of the Republic of Moldova</p>	<p>Ministry of Defence, Customs Service/Ministry of Finance</p> <p>Ministry of Foreign Affairs and European Integration</p> <p>Ministry of Internal Affairs, Information and Security Service</p> <p>Licensing Chamber</p>	<p>Ministry of Defence, Customs Service/Ministry of Finance</p> <p>Ministry of Foreign Affairs and European Integration</p> <p>Ministry of Internal Affairs, Information and Security Service</p> <p>Licensing Chamber</p>	<p>Moldovan legislation doesn't define such a term as brokering of strategic goods. At the moment, the national procedure has started for the introduction of license for brokering services related to strategic goods. By the end of 2017 all necessary amendments to legislation are expected to be finalised</p>
45.	République dominicaine	<p>NOT APPLICABLE – The Dominican Republic does not manufacture nor export firearms, parts or amunitions.</p>	<p>Ministry of Interior and Police, with the support of the Ministry of Defense, Ministry of Foreign Affairs and the General Directorate of Customs.</p>	<p>Ministry of Interior and Police, with support from the Ministry of Defense, Ministry of Foreign Affairs and the General Directorate of Customs.</p>	<p>When the new law takes effect, national authority will be the Ministry of Interior and Police.</p>

46.	République tchèque	<p>The system of arms export control involves several national subjects:</p> <p>Foreign trade with military equipment falls under the competence of the Ministry of Industry and Trade Licensing Office, which works closely the Ministry of Foreign Affairs, Ministry of Interior and Ministry of Defense.</p>	<p>The system of arms import control involves several national subjects:</p> <p>Foreign trade with military equipment falls under the competence of the Ministry of Industry and Trade Licensing Office, which works closely the Ministry of Foreign Affairs, Ministry of Interior and Ministry of Defense.</p>	<p>The transit/transshipment of defense related products falls under the responsibility of Ministry of Interior Police as well as Ministry of Defence</p>	<p>The system of arms brokering control involves several national subjects:</p> <p>Foreign trade including brokering of military equipment falls under the competence of the Ministry of Industry and Trade Licensing Office, which works closely the Ministry of Foreign Affairs, Ministry of Interior and Ministry of Defense.</p>
47.	Roumanie	<p>Ministry of Foreign Affairs through its Department for Export Controls(ANCEX)is the national authority for the export controls of military goods</p> <p>Ministry of Interior through its General Inspectorate of Romanian Police, Directorate Weapons, Explosives and Hazardous Substances is the national authority for the export controls of firearms, their parts and essential components and ammunition for civilian use.</p>	<p>Ministry of Foreign Affairs through its Department for Export Controls is the national authority for import controls of military goods.</p> <p>Ministry of Interior through its General Inspectorate of Romanian Police, Directorate Weapons, Explosives and Hazardous Substances is the national authority for import controls of firearms, their parts and essential components and ammunition for civilian use</p>	<p>Ministry of Foreign Affairs Ministry of Interior Ministry of Defense Customs Authorities Ministry of Transportation</p>	<p>Ministry of Foreign Affairs through its Department for Export Controls</p>
48.	Royaume-Uni	<p>The Export Control Joint Unit (ECJU) Department for International</p>	<p>Import Licensing Branch of the Department for International Trade</p>	<p>The Export Control Joint Unit (ECJU)</p>	<p>The Export Control Joint Unit (ECJU)</p>

		Trade			
49.	Samoa	<p>The Ministry of Foreign Affairs is the main competent Authority, however, we have other stakeholders that are involved in the process such as the following:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Ministry for Revenue (Customs Division) - Airport Authority - Samoa Ports Authority - Ministry of Works Transport and Infrastructure - Ministry of Police <p>Ministry of the Prime Minister and Cabinet</p>	<p>The Ministry of Foreign Affairs is the main competent Authority, however, we have other stakeholders that are involved in the process such as the following:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Ministry for Revenue (Customs Division) - Airport Authority - Samoa Ports Authority - Ministry of Works Transport and Infrastructure - Ministry of Police <p>Ministry of the Prime Minister and Cabinet</p>	<p>The Ministry of Foreign Affairs is the main competent Authority, however, we have other stakeholders that are involved in the process such as the following:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Ministry for Revenue (Customs Division) - Airport Authority - Samoa Ports Authority - Ministry of Works Transport and Infrastructure - Ministry of Police <p>Ministry of the Prime Minister and Cabinet</p>	N/A
50.	Serbie	<p>Ministry of Foreign Affairs</p> <p>Ministry of Defense</p> <p>Ministry of Internal Affairs</p> <p>Security Information Agency</p> <p>Ministry of Trade, Tourism and Telecommunications</p>	<p>Ministry of Foreign Affairs</p> <p>Ministry of Defense</p> <p>Ministry of Internal Affairs</p> <p>Security Information Agency</p> <p>Ministry of Trade, Tourism and Telecommunications</p>	<p>Ministry of Foreign Affairs</p> <p>Ministry of Defense</p> <p>Ministry of Internal Affairs</p> <p>Civil Aviation Directorate</p>	<p>Ministry of Foreign Affairs</p> <p>Ministry of Defense</p> <p>Ministry of Internal Affairs</p> <p>Security Information Agency</p> <p>Ministry of Trade, Tourism and Telecommunications</p>
51.	Sierra Leone	<p>Sierra Leone is not an exporting country for conventional arms</p>	<p>ECOWAS Secretariat and Sierra Leone National Commission on Small Arms (SLeNCSA)</p>	<p>None</p>	<p>None</p>
52.	Slovaquie	<p>The Ministry of Economy</p>	<p>The Ministry of Economy</p>	<p>The Ministry of Interior of the Slovak Republic, Customs Office</p>	<p>The Ministry of Economy</p>

53.	Slovénie	<p>The Ministry of Defence is a competent national authority for the control of exports of military conventional weapons.</p> <p>The Ministry of Interior is a competent national authority for the control of exports of non-military weapons (responsible for control of exports of firearms, sports and hunting weapons).</p>	<p>The Ministry of Defence is the competent authority for control of imports of military weapons and the Ministry of Interior is responsible for the control of imports of non-military weapons, mainly firearm, sports and hunting weapons</p>	<p>Ministry of Defence (military weapons)</p> <p>Ministry of Interior (non-military weapons).</p>	<p>Ministry of Defence (military weapons)</p> <p>Ministry of Interior (non-military weapons).</p>
54.	Suède	<p>The Inspectorate of Strategic Products (ISP)</p>	<p>The Swedish Police and the Swedish Civil Contingencies Agency are responsible for regulating the import of civilian firearms and ammunition</p>	<p>The Inspectorate of Strategic Products (ISP)</p>	<p>The Inspectorate of Strategic Products (ISP)</p>
55.	Suisse	<p>The State Secretariat for Economic Affairs (SECO) is the licensing authority. Decisions are taken in agreement with the relevant offices of the Federal Department of Foreign Affairs (FDFA).</p>	<p>The State Secretariat for Economic Affairs (SECO) controls the import of War Material within the scope of the War Material Act</p> <p>The Federal Office of Police (fedpol) controls the import of explosives, pyrotechnic devices, propellant powder and firearms as well as their accessories, ammunitions, parts and components within the scope of the Weapons Act</p>	<p>The State Secretariat for Economic Affairs (SECO) is the licensing authority. Decisions are taken in agreement with the relevant offices of the Federal Department of Foreign Affairs (FDFA).</p> <p>The Federal Office of Civil Aviation (FOCA) and the Federal Department of Defense Civil Protection and Sport are the licensing authorities for transit through Swiss airspace with governmental vessels. Decisions are taken in consultation with the relevant offices of the Federal</p>	<p>The State Secretariat for Economic Affairs (SECO) is the licensing authority. Decisions are taken in agreement with the relevant offices of the Federal Department of Foreign Affairs (FDFA)</p>

				Department of Foreign Affairs (FDFA)	
56.	Togo	Ministères en charge de la défense et de la sécurité	Ministère de la défense nationale	Ministères en charge de la défense et service des douanes	Ministères de la défense, de la sécurité, du commerce et douanes
57.	Trinité-et-Tobago	Minister of National Security Commissioner of Police Comptroller of Customs and Excise	Minister of National Security Commissioner of Police Comptroller of Customs and Excise	Minister of National Security Commissioner of Police Comptroller of Customs and Excise	In accordance with the current firearms legislation, the Commissioner of Police is the competent national authority for the regulation of activities of firearms dealers as defined under the Firearms Act
58.	Uruguay	Servicio de Material y Armamento – Ministerio de Defensa Nacional	N/A	Servicio de Material y Armamento – Ministerio de Defensa Nacional	Servicio de Material y Armamento – Ministerio de Defensa Nacional

Sources d'information/références

LISTE D'ÉVENTUELS DOCUMENTS DE RÉFÉRENCE À PRENDRE EN COMPTE PAR LES ÉTATS PARTIES DANS LA MISE EN ŒUVRE DE L'ARTICLE 5⁴

Les documents publics listés ci-dessous ainsi que leurs liens d'accès sont présentés en tant que possibles sources que les États Parties pourront décider de consulter, s'ils le jugent pertinent et utile, pour guider l'application de l'article 5. L'utilisation de ces documents n'est pas obligatoire. Un État Partie pourra également s'appuyer sur d'autres sources d'informations pour faciliter le respect des obligations de cet article.

La liste ne prétend pas être exhaustive et le fait qu'une organisation figure sur la liste ne signifie pas nécessairement que les États Parties partagent les conclusions de cette organisation.

A. Références générales pertinentes pour l'article 5

TCA

- Secrétariat du TCA. 2016. Exchange of views on the treaty implementation: Guidance for Discussion. Deuxième Conférence des États Parties au Traité sur le commerce des armes. Présenté par le Costa Rica et la Finlande, ATT/CSP2/2016/WP/2, 16 juin 2016, http://thearmstradetreaty.org/images/Discussion_Guiding_Paper-Treaty_Implementation-16_June_2016.pdf

Agences des Nations Unies

- Bureau des affaires de désarmement de l'ONU à Vienne, non daté, ATT Implementation Toolkit. Accessible à l'adresse <https://www.un.org/disarmement/convarms/att/>
- Mécanisme de coordination de l'action concernant les armes légères des Nations Unies, 2014. National Controls over the International Transfer of Small Arms and Light Weapons. International Small Arms Control Standard (ISACS) 03.20 (Version 1.0), 17 juin 2014, <http://www.smallarmsstandards.org/isacs/0320-en.pdf>
- UNLIREC (Centre régional des Nations Unies pour la paix, le désarmement et le développement en Amérique latine et dans les Caraïbes), non daté, Arms Trade Treaty Implementation Course (ATT-IC). (Disponible auprès de l'UNLIREC)

Sources non gouvernementales

- Casey-Maslen, Stuart, Andrew Clapham, Gilles Giacca et Sarah Parker. 2016. The Arms Trade Treaty: A Commentary. Oxford : Oxford University Press.

⁴Annexe A du projet de rapport à la Quatrième Conférence des États parties (CEP4) (<ATT/CSP4.WGETI/2018/CHAIR/355/Conf.Rep>) présenté par le Président du Groupe de travail sur l'application efficace du Traité (WGETI).

- CICR (Comité international de la Croix-Rouge). 2016. Comprendre le Traité sur le commerce des armes d'un point de vue humanitaire. Septembre 2016.
- Da Silva, Clare et Brian Wood (eds.). 2015. Weapons and International Law: The Arms Trade Treaty. Bruxelles : Larcier.
- GCSP (Centre de politique de sécurité, Genève) 2017. The 'Treaty Implementation Matrix': A Tool for Effective ATT Implementation. Document de travail du Centre de politique de sécurité, Genève (GCSP), 3 février 2017.
http://thearmstradetreaty.org/images/CSP3_Documents/GCSP_Working_Paper_Implementation_Matrix.pdf
- IPIS (International Peace Information Service), non daté. Modules d'apprentissage en ligne du Traité sur le commerce des armes. Accessible à l'adresse : <http://ipisresearch.be/e-learning/>
- Parker, Sarah (ed.). 2016 The Arms Trade Treaty: A Practical Guide to National Implementation. Geneva: Small Arms Survey. Genève : Small Arms Survey, août 2016.
<http://www.smallarmssurvey.org/publications/by-type/handbooks/att-handbook.html>
- Saferworld 2016. Ensuring effective implementation of the Arms Trade Treaty: a National Assessment Methodology. Londres : Saferworld, août 2016.
<https://www.saferworld.org.uk/resources/publications/1085-ensuring-effective-implementation-of-the-arms-trade-treaty-a-national-assessment-methodology>
- Saferworld 2016. *Implementing the ATT: Essential elements of an effective arms transfer control system*. Note d'information n° 5 du Groupe d'experts sur l'application du TCA Londres : Saferworld, juillet 2016. <https://www.saferworld.org.uk/resources/publications/1081-implementing-the-att-essential-elements-of-an-effective-arms-transfer-control-system>
- Spano, Laura et Philip Alpers. 2017. Implementing the Arms Trade Treaty and the UNPoA. A Guide to Coordinating an Effective Arms Control System. Sydney, Australie : The Centre for Armed Violence Reduction, octobre 2017. <http://www.armedviolencereduction.org/wp-content/uploads/2017/10/Implementing-the-Arms-Trade-Treaty-and-the-UNPoA-A-Guide.pdf>
- WILPF (Women's International League for Peace and Freedom). 2017. [Preventing gender-based violence through effective Arms Trade Treaty implementation](#). Document d'information. September 2017.
- WILPF. 2016. [Preventing gender-based violence through arms control: tools and guidelines to implement the Arms Trade Treaty and UN Programme of Action](#). April 2016.

B. Listes de contrôle nationales

[Se référer aux sections pertinentes des ouvrages listés sous les références générales](#)

Gouvernement

- Gouvernement de la Nouvelle-Zélande, liste de contrôle modèle des biens contrôlés dans le cadre du TCA (*List of Goods controlled under the ATT*)

TCA

- Site Internet du TCA — liens vers les listes de contrôle nationales fournies par les États Parties [à paraître]

Agences des Nations Unies

- Bureau des affaires de désarmement de l'ONU à Vienne (non daté). Registre des armes classiques de l'Organisation des Nations Unies : Catégories. <https://www.unroca.org/categories>
- Assemblée générale de l'ONU 2005. Instrument international visant à permettre aux États de procéder à l'identification et au traçage rapides et fiables des armes légères et de petit calibre illicites. Rapport du Groupe de travail à composition non limitée chargé de négocier un projet d'instrument international visant à permettre aux États de procéder à l'identification et au traçage rapides et fiables des armes légères et de petit calibre illicites. Document de l'ONU A/60/88, 27 juin 2005, article 4. [http://www.un.org/events/smallarms2006/pdf/A.60.88%20\(F\).pdf](http://www.un.org/events/smallarms2006/pdf/A.60.88%20(F).pdf)

Mécanismes ou organisations régionales et autres organisations multilatérales

- UE (Union européenne). 2018. Liste commune des équipements militaires de l'Union européenne adoptée par le Conseil le 26 février 2018 (équipements visés par la Position commune du Conseil 2008./944/CFSP définissant les règles communes régissant le contrôle des exportations de technologies et d'équipements militaires). Journal officiel de l'Union européenne, C 098, 15 mars 2018. https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?qid=1521098021619&uri=OJ:JOC_2018_098_R_0001
- Arrangement de Wassenaar sur le contrôle des exportations d'armes conventionnelles et de biens et technologies à double usage. 2017. Liste des munitions. http://www.wassenaar.org/wp-content/uploads/2017/12/2017_List_of_DU_Goods_and_Technologies_and_Munitions_List-1.pdf

C. Références concernant les autorités nationales

[Se référer aux rubriques pertinentes des documents énumérés dans les références générales](#)

Agences des Nations Unies

- UNLIREC (Centre régional des Nations Unies pour la paix, le désarmement et le développement en Amérique latine et dans les Caraïbes), non daté. Conformation of National Control Authority Guidelines. (Disponible en espagnol auprès de l'UNLIREC)

D. Références concernant les législations nationales

[Se référer aux rubriques pertinentes des documents énumérés dans les références générales](#)

Sources non gouvernementales

La Nouvelle-Zélande et Small Arms Survey. 2014. Arms Trade Treaty: Model Law for Pacific States.
<http://www.smallarmssurvey.org/fileadmin/docs/E-Co-Publications/SAS-NZ-Gov-Arms-Trade-Treaty-Model-Law.pdf>

ANNEXE B**LISTE D'ÉVENTUELS DOCUMENTS DE RÉFÉRENCE À UTILISER PAR LES ÉTATS PARTIES
POUR ÉVALUER LES RISQUES AUX TERMES DE L'ARTICLE 7**

Les documents publics ci-dessous ainsi que leurs liens d'accès sont présentés en tant que sources éventuelles que les États Parties pourront décider de consulter, s'ils le jugent pertinent et utile, pour guider l'évaluation des risques aux termes de l'article 7. L'utilisation de ces documents n'est pas obligatoire. Un État Partie pourra également s'appuyer sur d'autres sources d'informations pour faciliter le respect des obligations de cet article, telles que des rapports de ses agences, de ses ambassades ou de gouvernements étrangers, ainsi que des organisations internationales et régionales.

La liste ne prétend pas être exhaustive et le fait qu'une organisation figure sur la liste ne signifie pas nécessairement que les États Parties partagent les conclusions de cette organisation.

A. Information fournie par l'État Partie importateur à la demande de l'État Partie exportateur - Article 8, paragraphe 1

Chaque État Partie importateur prend des mesures pour veiller à ce que les informations utiles et pertinentes soient fournies, conformément à sa législation nationale, à l'État Partie exportateur, à sa demande, pour l'aider à procéder à son évaluation nationale de l'exportation.

A.bis Ressources générales en matière d'évaluation des risques

- Meilleures pratiques et directives de l'Arrangement de Wassenaar sur les transferts d'armes : <https://www.wassenaar.org/best-practices/>
- Guide de l'Union européenne de l'utilisateur de la position commune 2008/944/PESC du Conseil définissant des règles communes régissant le contrôle des exportations de technologie et d'équipements militaires, <http://data.consilium.europa.eu/document/ST-10858-2015-INIT/en/pdf>

B. Contribuerait ou porterait atteinte à la paix et à la sécurité - Art 7.1.a

- Nations Unies, <http://www.un.org>
- Comité du Conseil de sécurité établi en vertu de la résolution 1540, <http://www.un.org/fr/sc/1540/>
- « Indice de fragilité des États » du Center for Systemic Peace, <http://www.systemicpeace.org/inscr/inscr.htm>
- « Indice mondial de paix » de l'Institute for Economics and Peace, <http://economicsandpeace.org/>
- International Crisis Group CrisisWatch et rapports sur les pays, <http://www.crisisgroup.org>
- Base de données du Programme de l'Université d'Uppsala sur les conflits, <http://www.pcr.uu.se/research/UCDP/>

C. Pourrait servir à commettre une violation grave du droit international humanitaire ou à en faciliter la commission — Art. 7.1.b.i

- Nations Unies, <http://www.un.org>
- Comité international de la Croix-Rouge, <https://www.icrc.org/fr>
- Comité international de la Croix-Rouge, « Décisions en matière de transferts d'armes : application des critères fondés sur le droit international humanitaire et le droit international des droits de l'homme – Guide pratique » (disponible dans toutes les langues des Nations Unies), septembre 2017, <https://shop.icrc.org/decisions-en-matiere-de-transferts-d-039-armes-application-des-criteres-fondes-sur-le-droit-international-humanitaire-2814.html>
- Rapport mondial de Human Rights Watch et rapports sur les pays, <https://www.hrw.org/fr>
- Cour pénale internationale, <https://www.icc-cpi.int/?ln=fr>
- Coalition pour mettre fin à l'utilisation d'enfants soldats, <http://www.child-soldiers.org/>

D. Pourrait servir à commettre une violation grave du droit international des droits de l'homme ou à en faciliter la commission — Art. 7.1.b.ii

- Rapports sur le développement humain du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), <http://hdr.undp.org/fr>
- Rapports du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies dans le cadre de l'examen périodique universel, <http://www.ohchr.org/FR/HRBodies/HRC/Pages/HRCIndex.aspx>
- Rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, <http://www.ohchr.org>
- Rapport annuel d'Amnesty International sur « la situation des droits humains dans le monde » et rapports sur les pays, <https://www.amnesty.org/fr/what-we-do/>
- Commission internationale des juristes, <http://www.icj.org>
- Association pour la prévention de la torture, <http://www.ap.t.ch>
- Ensemble de données sur les droits humains Cingranelli-Richards (CIRI) <http://ciri.binghamton.edu/>
- Fédération internationale des ligues des droits de l'homme, <http://www.fidh.org>
- Rapport mondial de Human Rights Watch et rapports sur les pays, <https://www.hrw.org/fr>
- Organisation mondiale contre la torture, <http://www.omct.org/fr/>
- Base de données de Political Terror Scale, <http://www.politicalterrorscale.org>

E. Pourrait servir à commettre un acte constitutif d'infraction au regard des conventions et protocoles internationaux relatifs au terrorisme auxquels l'État exportateur est partie, ou à en faciliter la commission — Art. 7.1.b.iii

- Comité contre le terrorisme du Conseil de sécurité de l'ONU, <http://www.un.org/en/sc/ctc/>

- Bureau de lutte contre le terrorisme de l'ONU, <http://www.un.org/fr/counterterrorism/>
- Comité du Conseil de sécurité établi en vertu de la résolution 1540, <http://www.un.org/fr/sc/1540/>

F. Pourrait servir à commettre un acte constitutif d'infraction au regard des conventions et protocoles internationaux relatifs à la criminalité transnationale organisée auxquels l'État exportateur est Partie, ou à en faciliter la commission — Art.7.1.b.iv

- Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée
- Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, <http://www.unodc.org/>
- Interpol, <https://www.interpol.int/fr/Internet>
- Small Arms Survey, <http://www.smallarmssurvey.org/>

G. Pourrait servir à commettre des actes graves de violence fondée sur le sexe ou des actes graves de violence contre les femmes et les enfants, ou à en faciliter la commission — Art. 7.4

- Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) et autres organes pertinents de l'ONU pour le suivi de l'application des traités relatifs aux droits fondamentaux, pour les rapports et les observations finales
- Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général chargé de la question des violences sexuelles commises en période de conflit, notamment la matrice des signes d'alerte précoce de violences sexuelles et son annexe
- Données de l'UNICEF sur la prévalence de la violence sexuelle chez les filles et les garçons, <http://dataunicef.org/topic/child-protection/violence/sexual-violence/#>
- Rapports de l'équipe d'experts des Nations Unies sur l'état de droit et la violence sexuelle dans les conflits, <https://www.un.org/sexualviolenceinconflict/wp-content/uploads/Team-of-Experts-on-Rule-of-Law-Sexual-Violence-in-Conflict-Annual-Report-2017.pdf>
- Résolution 1325 du Conseil de sécurité de l'ONU (2000) et autres résolutions connexes, pour les rapports sur la mise en œuvre au niveau national
- Rapports annuels du Secrétaire général de l'ONU sur les violences sexuelles liées aux conflits (en vertu du paragraphe 18 de la résolution du Conseil de sécurité 1960 (2010)).
- Rapporteur spécial de l'ONU sur la violence contre les femmes, ses causes et ses conséquences
- Base de données mondiale d'ONU Femmes sur la violence à l'égard des femmes, <http://evaw-global-database.unwomen.org>
- Comité international de la Croix-Rouge : Document de travail : Le droit international humanitaire et la violence sexiste dans le contexte du Traité sur le commerce des armes, avril 2019, <https://www.thearmstradetreaty.org/hyper-images/file/CSP5%20-%20working%20paper%20-%20GBV%20and%20IHL/CSP5%20-%20working%20paper%20-%20GBV%20and%20IHL.pdf>
- Rapports sur la violence sexuelle du Comité international de la Croix-Rouge, <https://www.icrc.org>

- Données de l'OCDE sur les violences sexuelles, <https://data.oecd.org/inequality/violence-against-women.htm>

- Control Arms : How to Use the Arms Trade Treaty to address Gender-Based Violence : A Practical Guide to Risk Assessment, août 2018, https://controlarms.org/wp-content/uploads/2018/08/GBV-practical-guide_ONLINE.pdf

- WILPF (Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté) : Preventing Gender-Based Violence through Effective Arms Trade Treaty Implementation, 2017, <http://reachingcriticalwill.org/resources/publications-and-research/publications/11843-preventing-gender-based-violence-through-effective-arms-trade-treaty-implementation>

- [WILPF : Gender-based violence and the Arms Trade Treaty, 2015, www.reachingcriticalwill.org/images/documents/Publications/GBV_ATT-brief.pdf](http://www.reachingcriticalwill.org/images/documents/Publications/GBV_ATT-brief.pdf)

- [WILPF. 2016. Preventing gender-based violence through arms control: tools and guidelines to implement the Arms Trade Treaty and UN Programme of Action, April 2016, http://reachingcriticalwill.org/images/documents/Publications/preventing-gbv.pdf](http://reachingcriticalwill.org/images/documents/Publications/preventing-gbv.pdf)

H. Informations générales sur les transferts internationaux d'armes

- Rapports des groupes d'experts gouvernementaux des Nations Unies chargés de contrôler les sanctions du Conseil de sécurité de l'ONU, <https://www.un.org/securitycouncil/fr>

- Small Arms Survey, <http://www.smallarmssurvey.org/>

- Institut international de recherche pour la paix de Stockholm (SIPRI), <http://www.sipri.org/>

- Autres instituts de recherche

I. Autres sources d'information

- Décisions et rapports de la Cour pénale internationale et des tribunaux ad hoc

- Organisations internationales présentes dans le pays destinataire

- Rapports des médias locaux

- Rapports des ONG sur les situations nationales, pouvant comprendre des informations pertinentes sur le respect du droit international humanitaire

- Manuels, doctrines et instructions militaires

- Lois et politiques des États importateurs/exportateurs et degré de la mise en œuvre, et informations similaires fournies par la société civile nationale et internationale

- Rapports des missions diplomatiques nationales dans les pays destinataires

- Informations confidentielles ou en accès libre provenant d'agences internationales dans le pays destinataire

- Rapports d'ONG (par exemple, Human Rights Watch, Amnesty International, Fédération internationale des droits de l'homme)
- Rapports d'instituts de recherche sur des questions liées au transfert d'armes (à savoir, trafic illicite, contrôles nationaux des armes et des munitions)
- Rapports nationaux du Programme d'action des Nations Unies
- Centre de connaissances virtuel pour mettre fin à la violence contre les femmes et les filles (VAWG)
- Mécanisme d'alerte précoce et de réaction aux conflits (CEWARN) de l'IGAD
- Statistiques nationales de la criminalité

ANNEXE C. PLAN DE TRAVAIL PLURIANNUEL POUR LE SOUS-GROUPE DE TRAVAIL DU WGETI SUR L'ARTICLE 11 (DÉTOURNEMENT)

1 ^{re} réunion préparatoire de la CEP5, 30 janvier 2019	
10 h 00 - 11 h 00	<p>Projet de plan de travail pluriannuel</p> <p>Introduction par le modérateur</p> <p>Discussion libre</p> <p><i>Dans leur examen du projet de plan de travail pluriannuel, les participants sont invités à se pencher, entre autres, sur les questions suivantes :</i></p> <p>a. <i>Un temps suffisant a-t-il été prévu pour chaque sujet ?</i></p> <p>b. <i>Des sujets qui auraient dû être inclus ont-ils été omis ?</i></p> <p>c. <i>Un aspect a-t-il été omis ?</i></p>
Étape 1 de la chaîne de transfert : Avant le transfert	<p>11 h 00 - 13 00</p> <p>1. Documents d'importation⁵</p> <p><i>Cette discussion analysera les documents écrits soumis dans le cadre d'une demande de licence d'exportation à l'État exportateur (tels que les contrats ou accords, les certificats internationaux d'importation, les autorisations de transit, les certificats d'utilisateur final ou d'utilisation finale (CUF), et diverses autres garanties). Elle traitera les questions suivantes :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>Quels sont les types de documents écrits existants ?</i> - <i>Comment ces documents sont-ils préparés ? Quels ministères et agences sont concernés ?</i> - <i>Quel est le rôle et/ou quelles sont les responsabilités de l'État importateur vis-à-vis de ces documents ?</i> - <i>Quel est le rôle et/ou quelles sont les responsabilités du ou des États qui réalisent le transfert/transbordement ?</i> - <i>Quel est le rôle et/ou quelles sont les responsabilités du ou des États qui réalisent le courtage ?</i> - <i>Quel est le rôle de l'État exportateur (c.-à-d. la vérification et l'authentification dans le cadre de l'évaluation du risque de détournement) ?</i> - <i>Dans la pratique, quels sont les éléments communs de ces documents ? Quelles sont les assurances fournies ? Quel devrait être le minimum exigé ?</i> <p><i>La discussion examinera également le rôle de l'échange d'informations dans la vérification et l'authentification des documents d'importations et identifiera les types d'échange d'informations qui sont pertinents et nécessaires.</i></p>

⁵ Paragraphes 3, 6 et 7 du document du sous-groupe de travail : [Mesures possibles de prévention et de lutte contre le détournement](#) (disponible dans d'autres langues [ici](#)).

2^e réunion préparatoire de la CEP5, 3 avril 2019

Étape 1 de la chaîne de transfert : Avant le transfert	3 heures	<p>2. Documents d'importation⁶ (suite)</p> <p><i>Cette discussion continuera à analyser les documents écrits soumis dans le cadre d'une demande de licence d'exportation à l'État exportateur (tels que les contrats ou accords, les certificats internationaux d'importation, les autorisations de transit, les certificats d'utilisateur final ou d'utilisation finale (CUF), et diverses autres garanties). Afin de faciliter les débats, le modérateur distribuera avant la deuxième série de réunions de la CEP5 un document de travail portant notamment sur les points suivants :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>Quels sont les types de documents écrits existants ?</i> - <i>Comment ces documents sont-ils préparés ? Quels sont les ministères et agences concernés ?</i> - <i>Quel est le rôle et/ou quelles sont les responsabilités de l'État importateur vis-à-vis de ces documents ?</i> - <i>Quel est le rôle et/ou quelles sont les responsabilités du ou des États qui réalisent le transfert/transbordement ?</i> - <i>Quel est le rôle et/ou quelles sont les responsabilités du ou des États qui réalisent le courtage ?</i> - <i>Quel est le rôle de l'État exportateur (c.-à-d. la vérification et l'authentification dans le cadre de l'évaluation du risque de détournement) ?</i> - <i>Dans la pratique, quels sont les éléments communs de ces documents ? Quelles sont les assurances fournies ? Quel devrait être le minimum exigé ?</i> - <i>Quelles sanctions les États exportateurs imposent-ils en cas de non-respect des garanties et des engagements relatifs à l'utilisation finale ou l'utilisateur final ?</i> <p><i>La discussion examinera également le rôle de l'échange d'informations dans la vérification et l'authentification des documents d'importations et identifiera les types d'échange d'informations qui sont pertinents et nécessaires.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>De quelle manière les États exportateurs vérifient-ils et assurent-ils l'authenticité des documents d'importation dans le cadre d'un mécanisme plus général d'évaluation des risques ?</i> - <i>Quels sont les mécanismes utilisés ?</i> - <i>Quels sont les organismes concernés ?</i> - <i>Combien de temps cela prend-il ?</i> - <i>Quelles sont les mesures prises si les documents s'avèrent contrefaits ?</i>
--	----------	---

⁶ Paragraphes 3, 6 et 7 du document du sous-groupe de travail : [Mesures possibles de prévention et de lutte contre le détournement](#) (disponible dans d'autres langues [ici](#)).

	1 heure	<p>3. Le rôle du secteur privé concernant les documents d'importation</p> <p><i>Cette discussion analysera le rôle du secteur privé, y compris les industriels/fabricants d'armes et la société civile, dans l'atténuation du risque de détournement avant que le transfert physique n'ait lieu. Elle étudiera également le rôle des programmes internes de conformité du contrôle des exportations.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>Quel est le rôle des entreprises dans la vérification et l'authentification des documents d'importation par les agences gouvernementales ?</i> - <i>Comment encourager les entreprises à développer des programmes internes de conformité ?</i>
1 ^{re} réunion préparatoire de la CEP6 (date à confirmer)		
Étape 1 de la chaîne de transfert : Avant le transfert	3 heures	<p>4. Évaluer le risque de détournement⁷</p> <p><i>Cette discussion analysera les modalités pratiques (notamment les besoins en ressources et les défis) liées à l'évaluation du risque de détournement d'une exportation et la création éventuelle de mesures d'atténuation. Afin de faciliter les débats, le modérateur distribuera avant la première série de réunions de la CEP6 un document de travail qui comprendra les points ci-dessous :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>Comment réaliser des évaluations des risques cohérentes et objectives liées au transfert tenant compte du risque de détournement (Articles 7(1) et 11(2)) ;</i> - <i>Comment identifier certains indicateurs de risque de détournement ;</i> - <i>Comment établir la légitimité et la crédibilité de l'ensemble des parties à la transaction, telles que l'exportateur, les courtiers, les transporteurs maritimes et les transitaires/destinataires intermédiaires, et de l'utilisation finale ou de l'utilisateur final indiqué (Article 11(2)) ;</i> - <i>Comment examiner les risques liés aux modalités d'expédition proposées ;</i> - <i>Comment évaluer la fiabilité des contrôles dans le pays importateur et le pays de transit (le cas échéant) ;</i> - <i>Comment examiner le risque qu'un transfert d'armes classiques puisse augmenter la probabilité d'un détournement des avoirs actuels de l'utilisateur final.</i> - <i>Quelles sont les possibilités d'atténuer le ou les risques détectés ?</i> <p><i>La discussion abordera aussi le rôle de l'information et de l'échange d'informations dans la réalisation d'une évaluation des risques et identifiera les types d'information et les mécanismes d'échange d'informations qui sont pertinents et nécessaires.</i></p>

⁷ Paragraphe 5 du document du sous-groupe de travail : [Mesures possibles de prévention et de lutte contre le détournement](#) (disponible dans d'autres langues [ici](#)).

	1 heure	<p>5. Le rôle du secteur privé dans l'atténuation du risque de détournement</p> <p><i>Cette discussion analysera le rôle du secteur privé, y compris les industriels/fabricants d'armes et la société civile, dans l'atténuation du risque de détournement avant que le transfert physique n'ait lieu. Elle étudiera également le rôle des programmes internes de conformité du contrôle des exportations.</i></p>
2 ^e réunion préparatoire de la CEP6 (date à confirmer)		
Étape 1 de la chaîne de transfert : Avant le transfert	3 heures	<p>6. Évaluer le risque de détournement⁸ (suite)</p> <p><i>Cette discussion continuera d'analyser les modalités pratiques (notamment les besoins en ressources et les défis) liées à l'évaluation du risque de détournement d'une exportation et la création éventuelle de mesures d'atténuation, notamment à travers les questions suivantes :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>Comment réaliser des évaluations des risques cohérentes et objectives liées au transfert tenant compte du risque de détournement (Articles 7(1) et 11(2)) ;</i> - <i>Comment identifier certains indicateurs de risque de détournement ;</i> - <i>Comment établir la légitimité et la crédibilité de l'ensemble des parties à la transaction, telles que l'exportateur, les courtiers, les transporteurs maritimes et les transitaires/destinataires intermédiaires, et de l'utilisation finale ou de l'utilisateur final indiqué (Article 11(2)) ;</i> - <i>Comment examiner les risques liés aux modalités d'expédition proposées ;</i> - <i>Comment évaluer la fiabilité des contrôles dans le pays importateur et le pays de transit (le cas échéant) ;</i> - <i>Comment examiner le risque qu'un transfert d'armes classiques puisse augmenter la probabilité d'un détournement des avoirs actuels de l'utilisateur final.</i> - <i>Quelles sont les possibilités d'atténuer le ou les risques détectés ?</i> <p><i>La discussion abordera aussi le rôle de l'information et de l'échange d'informations dans la réalisation d'une évaluation des risques et identifiera les types d'information et les mécanismes d'échange d'informations qui sont pertinents et nécessaires.</i></p>

⁸ Paragraphe 5 du document du sous-groupe de travail : [Mesures possibles de prévention et de lutte contre le détournement](#) (disponible dans d'autres langues [ici](#)).

	1 heure	7. Débat sur le document présentant des éléments constitutifs d'un processus d'évaluation du risque de détournement <i>Le modérateur diffusera un document avant la deuxième série de réunions préparatoires de la CEP6 qui présentera les éléments constitutifs d'un processus d'évaluation du risque de détournement, se fondant sur les discussions ayant eu lieu au cours de la première réunion, pour examen et éventuellement pour adoption par la CEP6.</i>
--	----------------	--

1^{re} réunion préparatoire de la CEP7 (date à confirmer)

Étape 2 de la chaîne de transfert : Pendant le transfert	3 heures	<p>1. Le rôle des États de transit et de transbordement dans la prévention du détournement</p> <p><i>Au cours de cette séance seront analysées les mesures qui peuvent être prises et sont effectivement prises par les États de transit et de transbordement pour atténuer le risque de détournement pendant un transfert. Afin de faciliter les débats, le modérateur distribuera avant la première série de réunions de la CEP7 un document de travail qui portera notamment sur les éléments suivants :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>L'émission d'une notification de livraison (à travers des accusés de réception signés par les services des douanes chargés des importations, un certificat de vérification de la livraison, etc.) (article11(3)) ;</i> - <i>La conduite régulière d'évaluations de risque ou de contrôles de diligence raisonnable sur les expéditions d'armes classiques, en collaboration avec les organisations locales, régionales ou internationales d'application de la loi et d'autres agences réglementaires, avant d'autoriser les transferts ;</i> - <i>Le contrôle et la protection des expéditions d'armes classiques, en collaboration avec les services des douanes, les organisations d'application de la loi et les autres acteurs de l'industrie impliqués (par exemple les transitaires, les destinataires intermédiaires, les transporteurs, etc.).</i> <p><i>Au cours de cette séance seront aussi examinés les défis pratiques et juridiques auxquels sont confrontés les États de transit et de transbordement dans la prévention de détournements pendant un transfert (par voie maritime, aérienne ou terrestre – route ou rail), ainsi que le rôle de la coopération et de l'échange d'informations entre les États impliqués dans un transfert pendant la phase de transfert, et elle identifiera les types d'échanges d'informations qui sont pertinents et nécessaires.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>Quels sont les mécanismes utilisés pour garantir la coopération et l'échange d'informations visant à atténuer les risques de détournements ?</i> - <i>Quels ministères ou agences sont impliqués dans le processus d'échange d'informations ?</i> - <i>Existe-t-il des restrictions légales au niveau national pouvant affecter le processus d'échanges d'informations ?</i>
	1 heure	<p>2. Le rôle du secteur privé dans l'atténuation du risque de détournement</p> <p><i>Cette discussion analysera le rôle du secteur privé, en particulier des transporteurs (routiers, ferroviaires, aériens et maritimes), des transitaires/destinataires intermédiaires, etc. dans l'atténuation du risque de détournement pendant un transfert.</i></p>

2^e réunion préparatoire de la CEP7 (date à confirmer)

Étape 3 de la chaîne de transfert : Pendant ou après l'importation/après la livraison	2 heures	<p>1. Le rôle des États importateurs dans la prévention du détournement</p> <p><i>Au cours de cette séance seront analysées les mesures qui peuvent être et sont prises par les États importateurs pour atténuer le risque de détournement après un transfert, telles que :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>L'émission d'une notification de livraison (à travers des accusés de réception signés par les services des douanes chargés des importations, un certificat de vérification de la livraison, etc.) (articles 8(1) et 11(3)) ;</i> - <i>L'enregistrement et la tenue à jour des registres des armes classiques entrant sur leur territoire national, ainsi que le transfert sécurisé de ces dernières à l'utilisateur final autorisé (article 12 (2)) ;</i> - <i>Le suivi d'une procédure de gestion adéquate des stocks (y compris des inspections régulières de sécurité et des audits des stocks d'armes classiques de tous les utilisateurs finaux). Remarque : il est prévu que le thème du stockage et de la gestion des stocks après la livraison soit abordé dans le cadre d'un plan de travail pluriannuel futur traitant de l'étape 4 de la chaîne de transfert.</i> - <i>Législation efficace pour enquêter et/ou sanctionner les infractions liées au détournement d'armes.</i>
	2 heures	<p>2. Coopération après la livraison</p> <p><i>Au cours de cette séance sera analysée la possibilité pour les États exportateurs d'effectuer des vérifications après livraison, en coopération avec les autorités compétentes du pays importateur, pour vérifier le respect des conditions d'utilisation finale, telles que l'exigence selon laquelle aucune réexportation ne peut avoir lieu sans notification préalable au pays d'origine. Elle examinera les implications de ces vérifications en termes de politiques et de ressources.</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>Quels sont les défis/préoccupations liés à la coopération après la livraison ?</i>

ANNEXE D. ÉLÉMENTS D'UN GUIDE POUR LES CERTIFICATS D'UTILISATEUR FINAL OU D'UTILISATION FINALE**1. En quoi consistera le guide ?**

Le guide sur les certificats d'utilisateur final ou d'utilisation finale consistera en un référentiel de la terminologie utilisée par les États dans ce domaine, ainsi que des types de garanties que les États intègrent dans leurs CUF et des approches communes en matière de vérification et d'authentification. Le guide sera organisé en plusieurs sections, comme suit :

- Terminologie
- Types de garanties
- Approches de vérification et d'authentification
- Exemples de CUF
- *[Autres]*

Les États qui sont novices dans ce domaine ou qui sont en train d'élaborer leurs systèmes pourraient utiliser ce guide pour élaborer leurs systèmes nationaux.

2. Où le guide sera-t-il accessible ?

Le guide sera disponible en ligne pour les États Parties dans la partie confidentielle du site web du TCA.

3. Comment le guide sera-t-il établi et complété ?

Le guide sera établi par le Secrétariat du TCA, qui compilera les pratiques des États dans ce domaine par le biais :

- De recherches utilisant des informations en accès libre
- D'invitations et de rappels réguliers aux États Parties pour qu'ils partagent leurs informations – sur une base volontaire – avec d'autres États Parties via la page web dédiée
- D'un engagement ciblé avec les points de contact nationaux des États Parties afin d'encourager le partage d'informations sur les certificats d'utilisateur final ou d'utilisation finale
- *[Autres]*

Ce guide sera un document « évolutif » qui sera mis à jour au fur et à mesure que de nouvelles informations seront soumises ou deviendront disponibles.

ANNEXE E. PROJET DE LISTE DE SUJETS ET D'ÉLÉMENTS PROPOSÉS À PRENDRE EN COMPTE PAR UN SOUS-GROUPE DE TRAVAIL DU WGETI SUR L'ARTICLE 9 (TRANSIT ET TRANSBORDEMENT)

Les sujets et éléments suivants à examiner ont été compilés pour guider les travaux d'un sous-groupe de travail du WGETI sur l'article 9, qui devrait être créé à l'issue de la Cinquième Conférence des États parties au Traité sur le commerce des armes (TCA). Ils visent à fournir un cadre général au modérateur du sous-groupe de travail, après sa nomination, pour élaborer un programme de travail et un plan de travail pluriannuel pour le sous-groupe de travail.

1. Portée de l'article 9
 - a. Dialogue autour de la compréhension de la portée du transit et du transbordement couverts par l'article 9
 - b. Problèmes de définition
 - i. Comment définit-on le transit ?
 - ii. Comment définit-on le transbordement ?
 - c. Problèmes de juridiction
 - i. Comment les États comprennent-ils/interprètent-ils l'expression « relevant de sa juridiction » dans l'article 9 ?
 - ii. Quelles sont les obligations des États du pavillon dans le contexte de l'article 9 ?
 - iii. Quelles sont les implications de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (UNCLOS) sur la juridiction des États en matière de transit ?
2. Options pour régler le transit et le transbordement (incluant un échange de pratiques d'États dans les domaines suivants, ainsi qu'un aperçu des instruments internationaux et régionaux régissant le transit et le transport de marchandises)
 - a. Transit par route
 - b. Transit par rail
 - c. Transit par voie aérienne
 - d. Transit par voie maritime
3. Qui est responsable du respect des obligations de transit et de transbordement ?
